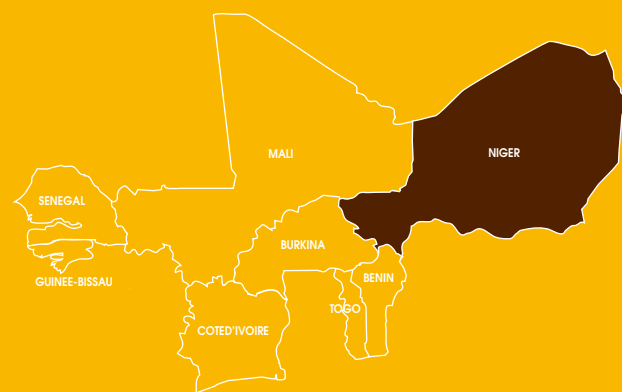




BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2014



REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance
des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2014

TABLE DES MATIERES

	Pages
AVANT-PROPOS	2
ABREVIATIONS ET SIGLES	5
LISTE DES TABLEAUX	6
LISTE DES GRAPHIQUES	7
RESUME	8
INTRODUCTION	10
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	14
1.1. Balance commerciale de biens.....	16
1.1.1. Exportations de biens	17
1.1.1. 1. Evolution globale des exportations de biens.....	17
1.1.1. 2. Composition des exportations de biens.....	19
1.1.1. 3. Orientation géographique des exportations.....	23
1.1.2. Importations des biens.....	24
1.1.2. 1. Evolution globale des importations de biens.....	24
1.1.2. 2. Composition des importations de biens.....	24
1.1.2. 3. Orientation géographique des importations.....	25
1.2. Balance des services	26
1.2.1. Transports	26
1.2.2. Voyages	27
1.2.3. Autres services	27
1.3. Compte des revenus primaires.....	28
1.4. Compte des revenus secondaires.....	29
II. COMPTE DE CAPITAL	29
III. COMPTE FINANCIER	30
IV. CAPITAUX MONETAIRES	32
4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	32
4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	33
4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	33
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE	33
CONCLUSION	35
ANNEXES	37

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités et les agents économiques.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et validée par le Comité National de la Balance des Paiements. Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles pour les besoins internes de la BCEAO, des services officiels et des missions du FMI. La balance estimée est considérée comme provisoire et sa diffusion est limitée. C'est après validation qu'elle devient définitive et fait l'objet d'une large diffusion.

Le Comité National de la Balance des Paiements est l'organe de validation des données. Conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, il est chargé :

- de rechercher des méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application ;
- d'arrêter périodiquement les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale.

Ce Comité, placé sous la présidence du Ministre chargé des Finances, est composé du Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne ou son représentant, du Directeur Général des Réformes Financières ou son représentant, du Représentant du Ministre chargé du Plan, du Représentant du Ministre chargé du Commerce, du Directeur chargé de l'Office des Postes ou son représentant, du Représentant de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, du Directeur Général en charge du Trésor ou son représentant, du Directeur chargé de la Dette Publique ou son représentant, du Directeur chargé des Douanes ou son représentant, du Directeur de l'Institut National de la Statistique ou son représentant, du Représentant de la BCEAO, du Représentant du Ministre chargé des Mines et du Représentant du Ministre chargé du Pétrole. Le Comité peut convier à ses réunions, tous services ou organismes publics, en raison de leurs compétences et en fonction des problèmes à traiter.

La confidentialité des informations collectées auprès des différentes structures est garantie par le Règlement susmentionné. A ce titre, l'article 1 de l'Annexe III de ce texte réglementaire dispose que « la BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des

paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale ». L'article 2 de l'Annexe III énonce que « les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique » et l'article 9 précise que celles-ci sont publiées sous forme anonyme et agrégée.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 6^{ème} édition du Manuel de balance des paiements élaboré par le FMI, parue en 2008. Les principales articulations de cette méthodologie sont décrites dans la note en annexe 3.1. Les sources de données privilégiées lors des travaux d'élaboration de la balance des paiements du Niger sont les suivantes :

- les résultats d'enquêtes auprès des agents économiques ;
- les statistiques du commerce général recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique (INS) et de la Direction Générale des Douanes (DGD) ;
- les statistiques des finances publiques (TOFE, dette extérieure...) ;
- les statistiques monétaires publiées par la Banque Centrale ;
- les statistiques de prix élaborées par les systèmes d'informations sur les marchés agricoles et de bétail (SIMA et SIM-Bétail) ;
- les statistiques sur les hydrocarbures et les produits miniers communiquées par les Ministères en charge du Pétrole et des Mines ;
- les données des sociétés, notamment minières (SOMAIR, COMINAK, AREVA, SOMINA et SML) et pétrolières (SONIDEP et SORAZ) ;
- plusieurs rapports et études, en particulier ceux du Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics (CNUT), de la Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement (CAPED), du PNUD, etc. ;
- les statistiques du Guichet Unique de Formalités du Commerce Extérieur de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger (CCIN) ;
- les statistiques publiées par le FMI.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2014¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire est le franc CFA.

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de leur élaboration, ces statistiques de la balance des paiements peuvent contenir des insuffisances liées essentiellement au caractère informel des acteurs des filières agropastorales et à leur poids dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'informations complémentaires sur cette publication, le lecteur pourrait s'adresser, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger.

Contact :

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger

Tél : (227) 20 72 24 91, fax : (227) 20 73 47 43

Site web : <http://www.bceao.int>, E-mail : courrier.HDN@bceao.int

ABREVIATIONS ET SIGLES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BPT	Balance des Paiements en termes de Transactions
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
CAPED	Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CNODC	China National Oil and Gas Development and Exploration Corporation
CNPC-NP	China National Petroleum Corporation – Niger Petroleum
CNUT	Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord (Free on Board)
IDE	Investissements Directs Etrangers
IFS	International Financial Statistics
Initiative 3N	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
INS	Institut National de la Statistique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEF	Programme Economique et Financier
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SML	Société des Mines du Liptako
SOMAIR	Société des Mines de l'Aïr
SOMINA	Société des Mines d'Azelik
SONIDEP	Société Nigérienne des Produits Pétroliers
SORAZ	Société de Raffinage de Zinder
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements	page 13
Tableau 2 : Evolution des transactions courantes.....	page 14
Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens.....	page 18
Tableau 4 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations ajustées de Marchandises générales	page 23
Tableau 5 : Evolution des importations FOB de biens.....	page 24
Tableau 6 : Evolution de la balance des services.....	page 26
Tableau 7 : Evolution du poste « transports ».....	page 27
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages ».....	page 27
Tableau 9 : Evolution du poste « Autres services ».....	page 27
Tableau 10 : Evolution de la balance des revenus primaires.....	page 28
Tableau 11 : Evolution des revenus nets des investissements.....	page 28
Tableau 12 : Evolution de la balance des revenus secondaires.....	page 29
Tableau 13 : Evolution du compte capital.....	page 30
Tableau 14 : Evolution du compte des opérations financières.....	page 31
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	page 32
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques.....	page 33
Tableau 17 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN).....	page 33
Tableaux annexes.....	page 38

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Mise en œuvre du PDES en 2014.....	page 15
Encadré 2 : Exploitation pétrolière au Niger.....	page 18
Encadré 3 : La filière niébé au Niger	page 21
Encadré 4 : Situation des émissions de titres publics en 2014.....	page 30

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements du Niger entre 2004 et 2014.....	page 14
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante entre 2004 et 2014.....	page 15
Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale entre 2004 et 2014.....	page 16
Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2004 et 2014	page 17
Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2004 et 2014.....	page 17
Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 2004 et 2014.....	page 20
Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2014 et 2014..	page 23
Graphique 8 : Evolution des importations en valeur par grands groupes de produits de 2004 à 2014.....	page 25
Graphique 9 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2014 et 2014.....	page 25
Graphique 10 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2004 et 2014.....	page 32
Graphique 11 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2014.....	page 34

RESUME

Au cours de l'année 2014, l'environnement économique et financier international a été marqué, au plan mondial, par une activité moins vigoureuse que prévue, en raison de l'atonie de la reprise économique dans certains pays industrialisés et de la poursuite du ralentissement de l'expansion économique dans la plupart des grands pays émergents. Le taux d'expansion de l'économie mondiale est estimé par le Fonds Monétaire International (FMI) à 3,4% en 2014.

Dans les pays industrialisés, la croissance a été portée par les réformes et les politiques de soutien mises en œuvre, notamment, par les pouvoirs publics et les banques centrales ainsi que par l'amélioration des conditions financières. Le taux de croissance est ressorti à 1,8% contre 1,4% l'année précédente, selon le FMI.

Au sein des pays émergents et en développement, le Produit Intérieur Brut (PIB) s'est accru de 4,6% en 2014 contre 5,0% en 2013. En Afrique subsaharienne, la croissance est ressortie en baisse, du fait essentiellement du ralentissement de l'activité observé en Afrique du Sud, dont l'activité économique a été particulièrement affectée par de nombreuses grèves dans les mines et l'industrie. Globalement, la région a connu une croissance de 5,0% en 2014 contre 5,2% en 2013, sous l'effet du dynamisme des autres économies, tirées par la demande intérieure dopée par la hausse des salaires et des transferts des migrants ainsi que des investissements publics et privés, notamment dans les infrastructures et les activités manufacturières.

L'activité économique au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est demeurée vigoureuse en 2014. La croissance a été confortée par la préservation de la stabilité du cadre macroéconomique de ses Etats membres, l'amélioration du climat sociopolitique et sécuritaire ainsi que la poursuite de la mise en œuvre des projets nationaux et régionaux de renforcement des infrastructures de base. Elle a bénéficié, en outre, de la reprise progressive de la demande dans certains pays avancés. Dans ce contexte, le PIB de l'Union est ressorti en augmentation de 6,5% en 2014, après une progression de 5,9% en 2013.

Au plan national, les réalisations de l'année 2014 font ressortir une accélération du rythme de l'activité économique, avec un taux de croissance réelle du PIB de 6,9% en 2014 contre 4,6% en 2013, à la faveur d'une campagne agricole plus favorable que la précédente, de l'exécution des programmes de l'Initiative 3N, notamment les remises à niveau des aménagements hydroagricoles existants et l'augmentation des superficies emblavées.

La situation économique a été également marquée par la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES 2012-2015), la gestion du contexte sécuritaire régional et la poursuite du Programme Économique et Financier (2012-2014), appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI.

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2014 s'est traduite par des recettes et des dépenses totales respectives de 902,6 milliards et 1.452,2 milliards. Il en résulte un déficit global hors dons, base engagements, de 549,6 milliards contre 402,0 milliards en 2013. Avec la prise en compte d'arriérés de paiement de 57,7 milliards, le déficit budgétaire hors dons, base caisse,

ressort à 491,9 milliards (soit 12,2% du PIB) contre 424,4 milliards (11,2% du PIB) un an plus tôt. Dons compris, il est estimé à 269,7 milliards (6,7% du PIB), en détérioration de 150,2 milliards par rapport à 2013.

L'évolution de la situation monétaire à fin décembre 2014 s'est traduite, quant à elle, par une consolidation des avoirs extérieurs nets et une expansion des crédits intérieurs et de la masse monétaire.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie excédentaire de 181,4 milliards contre 99,1 milliards enregistrés en 2013.

Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est accentué, en passant de 568,3 milliards en 2013 à 645,3 milliards en 2014. Cette évolution résulte essentiellement d'une dégradation du solde des biens, partiellement compensée par une amélioration des soldes de la balance des services et des revenus primaires et secondaires.

Le solde du compte de capital s'est situé à 184,1 milliards contre 282,1 milliards en 2013. Ce mouvement baissier est imputable essentiellement à la baisse des dons projets (-96,7 milliards).

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, a connu une forte progression en 2014, passant de -392,7 milliards en 2013 à -648,3 milliards. En effet, les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -362,6 milliards en 2014 contre -305,5 milliards en 2013, résultant pour l'essentiel des travaux de la boucle ferroviaire et sur le site d'Imouraren jusqu'à fin août 2014, des forages sur le site d'AGADEM ainsi que des activités de prospection minière et pétrolière.

INTRODUCTION GENERALE

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Au cours de l'année 2014, l'environnement économique et financier international a été marqué, au plan mondial, par une activité moins vigoureuse que prévue, en raison de l'atonie de la reprise économique dans certains pays industrialisés et de la poursuite du ralentissement de l'expansion économique dans la plupart des grands pays émergents.

Le redressement de l'activité a été progressif et inégal à l'échelle mondiale. Après une amélioration durant le premier semestre, l'activité économique a ralenti au cours du troisième trimestre, avant de reprendre son redressement au quatrième trimestre 2014, sous l'effet de la bonne tenue de la demande intérieure, notamment dans les pays avancés et en développement. Le taux d'expansion de l'économie mondiale est estimé par le Fonds Monétaire International (FMI) à 3,4% en 2014.

Dans les pays industrialisés, la croissance a été portée par les réformes et les politiques de soutien mises en œuvre, notamment, par les pouvoirs publics et les banques centrales ainsi que par l'amélioration des conditions financières. Le taux de croissance est ressorti à 1,8% contre 1,4% l'année précédente, selon le FMI.

Au niveau des pays émergents et en développement, la croissance économique a ralenti, passant de 5,0% en 2013 à 4,6% en 2014, en raison principalement de la sortie des capitaux au profit des économies avancées, de la volatilité des marchés boursiers, des contraintes structurelles internes et du regain des tensions géopolitiques dans un nombre croissant de régions.

En Afrique subsaharienne, la croissance est ressortie en légère baisse, du fait essentiellement du ralentissement de l'activité observé en Afrique du Sud, dont l'activité économique a été particulièrement affectée par de nombreuses grèves dans les mines et l'industrie. Globalement, la région a connu une croissance de 5,0% en 2014 contre 5,2% en 2013, sous l'effet du dynamisme des autres économies, tirées par la demande intérieure dopée par la hausse des salaires et des transferts des migrants ainsi que des investissements publics et privés, notamment dans les infrastructures et les activités manufacturières.

Les cours des matières premières se sont, pour la plupart, orientés à la baisse, en raison de la faiblesse de la demande mondiale, liée notamment au ralentissement de la croissance dans les pays émergents. Les indices calculés par le FMI indiquent, en moyenne annuelle, un repli des prix des produits énergétiques de 7,5%, de ceux des produits industriels de 6,0% et des produits alimentaires de 4,2%. Globalement, les prix des produits de base ont baissé de 6,3% en 2014 par rapport à leur niveau de 2013.

2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UEMOA

L'activité économique au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est demeurée vigoureuse en 2014. La croissance a été confortée par la préservation de la stabilité du cadre macroéconomique de ses Etats membres, l'amélioration du climat sociopolitique et sécuritaire ainsi que la poursuite de la mise en œuvre des projets nationaux et régionaux de renforcement des infrastructures de base. Elle a bénéficié, en outre, de la reprise progressive de la demande dans certains pays avancés.

Dans ce contexte, le produit intérieur brut de l'Union est ressorti en augmentation de 6,5% en 2014, après une progression de 5,9% en 2013. L'amélioration de la croissance économique de l'UEMOA résulte du raffermissement de la production industrielle, consécutif au démarrage des activités de nouvelles unités et à la montée en régime de la production de certaines sociétés.

L'augmentation du PIB en volume est également induite par l'accroissement de la production agricole au cours de la campagne 2014/2015 et la bonne tenue de la production de la branche « Bâtiments et Travaux Publics », en liaison avec la poursuite, par les Etats membres, de l'exécution des projets visant la restauration et le renforcement des infrastructures socio-économiques dans le cadre de la mise en œuvre des programmes stratégiques de développement.

3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

Au plan national, les réalisations de l'année 2014 font ressortir une accélération du rythme de l'activité économique, avec un taux de croissance réelle du PIB de 6,9% en 2014 contre 4,6% en 2013, à la faveur d'une campagne agricole plus favorable que la précédente, de l'exécution des programmes de l'Initiative 3N, notamment les remises à niveau des aménagements hydroagricoles existants et l'augmentation des superficies emblavées, et de la vigueur des BTP.

La situation agricole tirerait aussi profit de la hausse des rendements agricoles à travers la vulgarisation des nouvelles variétés semencières et l'adoption des techniques innovantes de production (vulgarisation des engrais chimiques et des tracteurs) ainsi que de l'amélioration de l'efficacité des investissements agricoles et pastoraux.

La situation économique a été également marquée par la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES 2012-2015), la gestion du contexte sécuritaire régional et la poursuite du Programme Économique et Financier (2012-2014), appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI.

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2014 s'est traduite par des recettes et des dépenses totales respectives de 902,6 milliards et 1.452,2 milliards. Il en résulte un déficit global hors dons, base engagements, de 549,6 milliards contre 402,0 milliards en 2013.

Les recettes budgétaires totales affichent une progression de 116,6 milliards (+14,8%) par rapport à 2013 en raison de la performance enregistrée essentiellement dans la mobilisation des ressources non fiscales (+58,2%), suite à la vente d'une licence de téléphonie mobile 3G et l'encaissement de bonus pétrolier. Elles ont également été boostées par la vigueur des recouvrements opérés par les régies, notamment au niveau des impôts directs et indirects (+9,4%) et des impôts et taxes sur le commerce extérieur (+15,7%).

Les dépenses publiques ont augmenté de 264,2 milliards (22,2%) consécutivement à la hausse intervenue au niveau des rubriques « dépenses courantes totales » (+16,8%) et « investissements » (+26,7%).

Les investissements publics étaient particulièrement soutenus par l'exécution des projets de construction de salles de classe, d'hôpitaux, de routes et d'échangeurs, de barrages et aménagements hydroagricoles.

De ce qui précède, il s'est dégagé un déficit budgétaire hors dons, base caisse, de 491,9 milliards (soit 12,2% du PIB) contre 424,4 milliards (11,2% du PIB) un an plus tôt. Dons compris, il est estimé à 269,7 milliards (6,7% du PIB), en détérioration de 150,2 milliards par rapport à 2013. Ce gap a été résorbé grâce à la mobilisation de 120,2 milliards de financement extérieur et à un financement intérieur de 149,5 milliards, dont bancaire pour 28,0 milliards et secteur privé pour 121,5 milliards. Le financement intérieur reflète essentiellement les émissions de bons du Trésor pour 76 milliards, opérées en janvier et octobre 2014, et celles des obligations du Trésor pour un montant de 93,3 milliards effectuées en avril et août 2014, nettes des amortissements partiels portant sur 3,3 milliards.

L'évolution de la situation monétaire à fin décembre 2014 s'est traduite par une consolidation des avoirs extérieurs nets et une expansion des crédits intérieurs et de la masse monétaire.

Le niveau des crédits intérieurs est ressorti à 498,5 milliards à fin décembre 2014, en hausse de 65,2 milliards (+15,0%), résultant d'une détérioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG) et d'une augmentation des crédits à l'économie.

La trajectoire des créances nettes de l'Etat sur le secteur bancaire retrace la consolidation de ses avoirs auprès du secteur bancaire à la faveur de la bonne tenue des recouvrements des recettes internes et, dans une moindre mesure, de la mobilisation d'appuis extérieurs, notamment budgétaires, qui a plus que couvert les ponctions opérées dans le cadre de la gestion de la trésorerie.

La PNG a connu une dégradation de 11,4 milliards en 2014, en s'établissant à -75,1 milliards à fin décembre 2014 contre -86,4 milliards à fin décembre 2013, en liaison avec une hausse des engagements plus importante que celle des créances.

Parallèlement, l'encours des crédits à l'économie a augmenté de 10,4%, pour se situer à 573,6 milliards à fin décembre 2014, en raison de l'expansion de tous les types de prêts ainsi

que des créances en souffrance nettes. Cet élan a été supporté par de nombreux facteurs aussi bien du côté de la demande que de celui de l'offre de ressources financières.

L'installation de sociétés d'exploitation minière et pétrolière dans le Nord et l'Est du pays, avec des ressources financières et des effectifs importants, a généré de nouveaux besoins en services bancaires, qui constitueraient une opportunité certaine pour les banques locales. Le renforcement de la couverture bancaire dans ces zones a favorisé un accès aux services financiers à des agents économiques, qui étaient jusqu'alors discriminés par la distance ou leur moindre envergure.

En ligne avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 226,8 milliards (+ 25,6%) par rapport au mois de décembre 2013, pour se situer à 1.112,6 milliards à fin décembre 2014. Cette situation est consécutive à la hausse conjuguée de la circulation fiduciaire de 106,2 milliards et des dépôts en banque de 120,6 milliards.

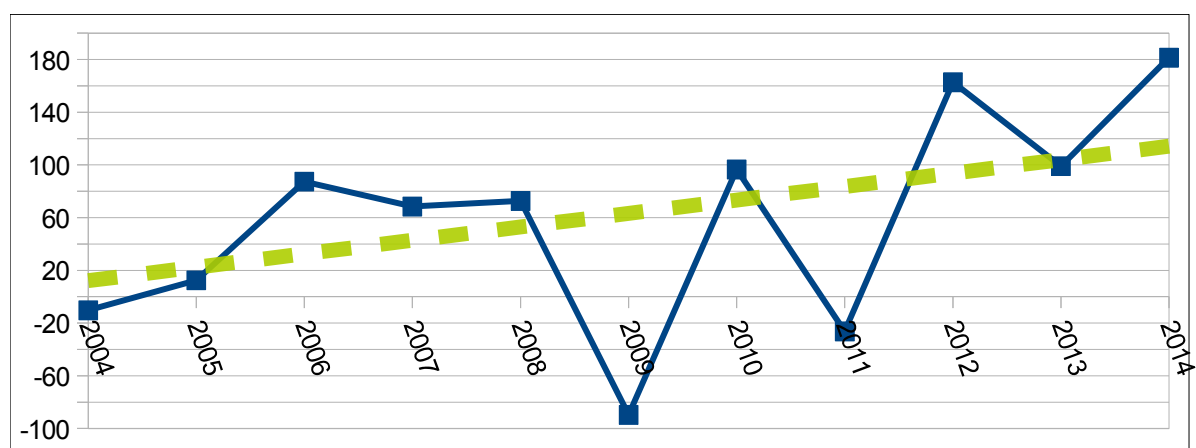
Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie excédentaire de 181.363 millions en 2014 contre 99.053 millions enregistrés en 2013. L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2004 à 2014 fait apparaître les évolutions suivantes :

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements
(Montants en millions de FCFA)

Année	Solde
2004	-10 305
2005	12 400
2006	87 283
2007	68 351
2008	72 696
2009	-89 754
2010	96 588
2011	-28 074
2012	162 685
2013	99 053
2014	181 363

Source : BCEAO

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger reste fortement dépendante des chocs internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques. Il faudrait également ajouter les facteurs externes, tels que la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires sur le marché international et la volatilité des appuis financiers extérieurs.

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements du Niger entre 2004 et 2014

Source : BCEAO

La description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG) du Niger entre 2013 et 2014 est présentée dans les sections suivantes.

I. COMPTES DES TRANSACTIONS COURANTES

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2014 sont présentés en annexes 1.1 et 1.2. Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est accentué, en passant de 568.281 millions en 2013 à 645.307 millions en 2014, comme l'indique le tableau 2, ci-après.

Cette évolution résulte essentiellement d'une dégradation du solde des biens, partiellement compensée par une amélioration des soldes de la balance des services, des revenus primaires et des revenus secondaires.

Le ratio du déficit courant rapporté au PIB s'est accru d'un (1) point de pourcentage (pp) pour ressortir à 16,0% en 2014 contre 15,0% en 2013.

Tableau 2 : Evolution des transactions courantes

(Montants en millions de FCFA)

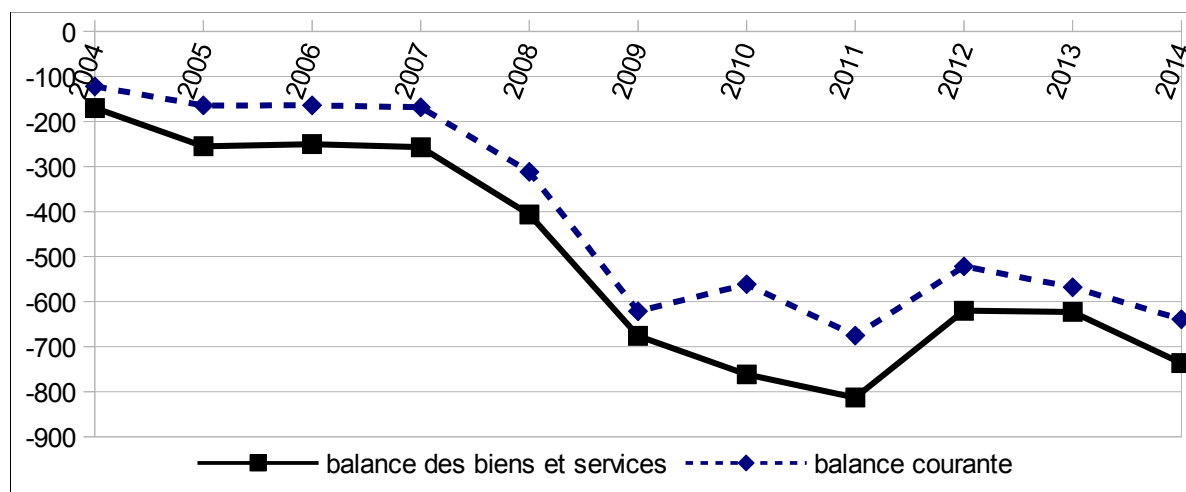
Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Biens et services	-761 706	-813 059	-620 297	-622 991	-742 833
Biens	-402 812	-435 046	-235 165	-212 266	-367 896
Services	-358 894	-378 013	-385 132	-410 725	-374 937
Revenus primaires	-21 837	-24 100	-69 103	-91 267	-75 011
Revenus secondaires	222 076	161 891	167 800	145 977	172 537
Solde du compte courant	-561 467	-675 268	-521 600	-568 281	-645 307
Solde du compte courant (hors dons)	-718 193	-754 301	-639 453	-623 039	-674 933
PIB Nominal	2 832 286	3 024 271	3 414 269	3 795 700	4 038 700
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-19,8%	-22,3%	-15,3%	-15,0%	-16,0%

Source : BCEAO

Les soldes de la balance des biens et services et celui des transactions courantes présentent une évolution parallèle de 2004 à 2009, comme l'illustre le graphique 2 ci-dessous. Cette corrélation traduit pour l'essentiel l'importance des échanges de biens et du

fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger. Toutefois, un décrochage est observé entre 2009 et 2011, en raison de l'accroissement de la consommation des autres services par les entreprises résidentes, induit par le regain d'activités dans les secteurs minier, pétrolier, de télécommunications et des bâtiments et travaux publics. A partir de 2011, les deux séries ont retrouvé leur évolution d'avant le choc de 2009.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante entre 2004 et 2014 (montants en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

Encadré 1 : Mise en œuvre du PDES en 2014

Au cours de l'année 2014, la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES) a connu un coup d'accélérateur. En effet, de façon globale, la plupart des indicateurs ont évolué positivement.

Le Niger a connu un taux de croissance économique réel de l'ordre de 6,9% en 2014 contre 4,6% en 2013 pour une prévision de 7,0% dans le PDES, grâce notamment au secteur agricole dans un contexte sécuritaire difficile. Pour le financement dudit Plan, le Niger a poursuivi ses efforts de mobilisation des ressources intérieures et extérieures. Les ressources internes mobilisées entre 2011 et 2014 ressortent à 3.061,8 milliards pour une prévision de 2.632 milliards dans le PDES. En ce qui concerne les ressources extérieures, quatorze (14) conventions avec les partenaires techniques et financiers ont été signées en 2014. Ainsi, sur un total de 2.407 milliards annoncés lors de la Table Ronde de Paris, 2.918 milliards ont fait l'objet de signature de convention de financement entre 2012 et 2014.

Pour rappel, le PDES est bâti sur cinq (5) axes stratégiques à savoir : (i) la consolidation de la crédibilité et de l'efficacité des institutions publiques, (ii) la création des conditions de durabilité d'un développement équilibré et inclusif, (iii) la sécurité alimentaire et un développement agricole durable, (iv) la promotion d'une économie compétitive et diversifiée pour une croissance accélérée et inclusive et (v) la promotion du développement social.

En ce qui concerne le premier axe, plusieurs actions ont été réalisées en 2014 dans le domaine de la gestion des finances publiques, de la planification et de la coordination des politiques publiques, de la justice et des droits humains, de la fonction publique ainsi que celui de la gestion des collectivités territoriales et du renforcement de la diplomatie.

Dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles, plusieurs documents stratégiques sur les actions de préservation de ressources et la conservation de la biodiversité ont été adoptés, avec la récupération de 36.849,4 ha de terres dégradées sur

des prévisions annuelles de 50.000 ha.

Au niveau de l'axe 3, l'accroissement des cultures irriguées et la mobilisation des eaux ont permis la mise en valeur de 116.266,9 ha avec une production totale de 442.330,7 tonnes équivalent céréalière. Quant à la production céréalière hivernale, l'utilisation des semences sélectionnées et de technologies novatrices a induit une augmentation de la production de 10,6% par rapport à 2013 et 8,7% par rapport à la moyenne des trois dernières années.

S'agissant de la promotion d'une économie compétitive et diversifiée pour une croissance accélérée et inclusive, les réalisations ont porté sur l'amélioration du climat des affaires, le démarrage de la construction de la ligne ferroviaire Niamey-Dosso-Frontière Bénin, la construction de 167,8 km de routes bitumées, la réhabilitation de 90,9 km de routes bitumées et la construction de 180 km de routes rurales ainsi que des travaux concernant la fibre optique.

Pour l'énergie, il est à signaler le lancement de la construction d'une centrale thermique de 600 MW à Salkadamna (Tahoua) et la poursuite de la construction de la centrale de Gorou Banda (Niamey). En ce qui concerne le secteur minier, l'année 2014 a été marquée par les négociations avec Areva.

Pour ce qui est du développement social, l'accent a été mis sur la réalisation des infrastructures sanitaires, le renforcement des capacités de prise en charge et de prévention de maladies, la poursuite de la mise en œuvre du programme national d'alimentation en eau potable et assainissement, la poursuite du programme de rénovation des principales villes ainsi que le démarrage du programme Sectoriel Education et Formation. Ainsi, dans le domaine de la promotion du développement social, il a été observé au plan de l'éducation primaire, des résultats positifs en matière de taux brut de scolarisation du primaire, qui est passé de 70,4% en 2013 à 71,3% en 2014. Le taux de couverture sanitaire est passé de 47,5% à 48,4% en 2014.

Source : Troisième Rapport Annuel de mise en œuvre du PDES 2012-2015

1.1. Balance commerciale de biens

La tendance persistante à la dégradation du solde commercial, après la pause observée en 2012 et 2013, s'est poursuivie en 2014 (cf. graphique 3). Le déficit de la balance commerciale, qui était de 212.266 millions en 2013, s'est aggravé pour atteindre 367.895 millions en 2014. Le ratio du déficit commercial au PIB épouse la même dynamique, en passant de 5,6% en 2013 à 9,1% en 2014. Les développements se rapportent aux données ajustées, qui assurent une meilleure couverture du commerce extérieur et reflète mieux l'orientation des échanges.

Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale entre 2004 et 2014



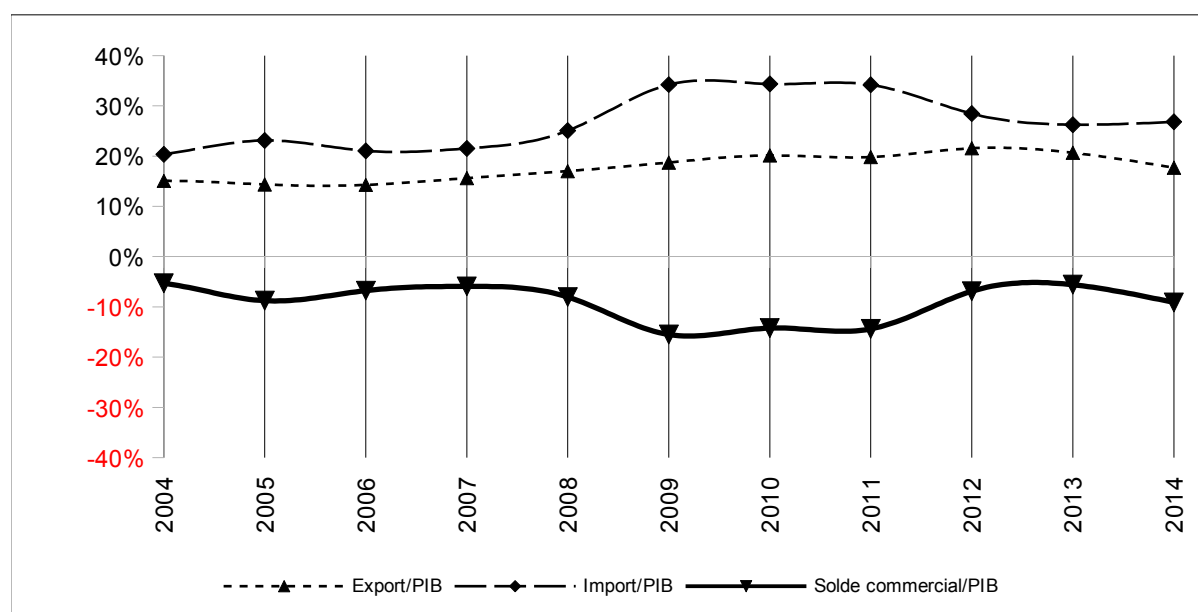
Source : BCEAO

La détérioration du déficit commercial entre 2013 et 2014 résulte de l'accroissement des importations (+86.168 millions), conjugué à une chute des exportations (-69.462 ou -8,9%). En effet, les importations ont augmenté de 8,6%, tirées principalement par les achats de biens d'équipement avec une facture de 414,0 milliards. Cette évolution est sous-tendue par la poursuite des grands travaux dans les domaines routier, énergétique, ferroviaire et des BTP. Parallèlement, les expéditions d'uranium et de pétrole raffiné se sont contractées respectivement de 20,3% et 28,0% pour se situer à 241,3 milliards et 143,2 milliards contre 302,8 milliards et 198,9 milliards en 2013.

Cette situation est imputable à la baisse de la demande mondiale d'uranate et à la révision du prix conventionnel du kg d'uranium, qui est passé de 73.000 FCFA à 59.427 FCFA, et la baisse du cours du pétrole sur le marché international, ayant occasionné une réorientation des achats des produits pétroliers par certains pays voisins, et l'arrêt de la SORAZ en décembre 2014 pour travaux de maintenance générale.

En conséquence, le taux de couverture des importations FOB par les exportations est ressorti à 66,0% en 2014 contre 78,7% un an plus tôt. Le graphique 4 présente l'évolution des ratios de la balance commerciale.

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2004 et 2014



Source : BCEAO

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Le tableau 3 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes de la 6^{ème} édition du Manuel de balance des paiements.

Il en ressort un montant total des exportations de 715.147 millions en 2014 contre 784.609 millions en 2013, soit une baisse de 8,9% imputable principalement à la rubrique « marchandises générales ». Cette contre-performance provient notamment de la

contraction des expéditions d'uranium, d'or et de pétrole raffiné malgré l'amélioration des ventes des produits agropastoraux. S'agissant des exportations d'or, elles se sont établies à 21.730 millions en 2014 contre 29.704 millions en 2013, du fait d'une reprise lente de la production entamée en mars 2014 suite la fermeture temporaire à partir d'août 2013 de la Société des Mines du Liptako (SML), liée au retrait de l'actionnaire majoritaire.

Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens

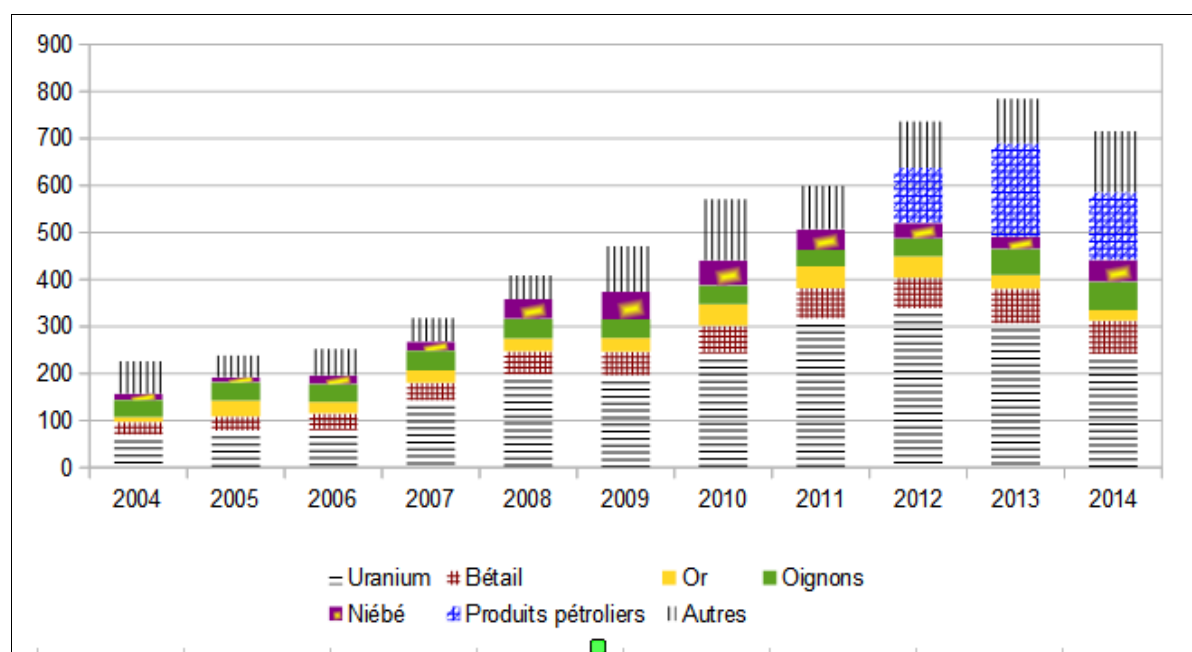
(Montants en millions de F CFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	523 722	553 371	690 976	754 905	693 417
<i>Dont réexportations</i>	45 707	46 443	64 549	71 931	105 275
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	16	55	0	0
Or non monétaire	46 409	46 067	45 330	29 704	21 730
Total exportations de biens	570 131	599 454	736 361	784 609	715 147

Source : BCEAO

L'évolution des exportations des principaux produits est retracée ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits miniers (uranium et or), des produits pétroliers et des produits agropastoraux (bétail, oignon et niébé notamment).

Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2004 et 2014



Source : BCEAO

Encadré 2: L'exploitation pétrolière au Niger

L'exploitation pétrolière au Niger a démarré avec l'inauguration officielle de la SORAZ le 28 novembre 2011. En effet, le Niger a signé le 02 juin 2008 un Contrat de Partage de Production (CPP) avec la CHINA National Oil and Gas Development and Exploration Corporation (CNODC), en vue de la mise en exploitation de ses réserves pétrolières au niveau du bloc d'Agadem. A cet effet, la CNODC a réalisé, entre 2008 et 2011, des forages

sur le site pétrolier d'Agadem (région de Diffa) et construit une raffinerie dans la région de Zinder ainsi que le pipeline d'alimentation de la raffinerie d'Agadem à Zinder, long de 462,5 Km. La CNODC a créé deux sociétés de droit nigérien, la CNPC-NP et la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ). La production de pétrole brut est assurée par la CNPC-NP, dont le capital est entièrement souscrit par la CNODC. Quant à la SORAZ, son capital est détenu à hauteur de 40% par l'État du Niger et de 60% par la CNODC.

Le volume de ces investissements réalisés en amont (champs pétroliers et construction du pipeline) à la date du 31 décembre 2011 a été officiellement évalué à 1.758.238.178 dollars US.

Par ailleurs, des contrats lient, d'une part, la SORAZ et la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP), chargée de la commercialisation du pétrole raffiné, et d'autre part, la SORAZ et la CNPC, qui a le monopole de la production du brut.

Le taux de raffinage tourne autour de 18.000 barils/jour et la consommation intérieure ne dépasse guère les 10.000 barils/jour, le reste étant exporté par la SONIDEP. Ainsi, les ventes à l'extérieur (y compris les réexportations liées à l'avitaillement des aéronefs étrangers) sont passées de 116,6 milliards en 2012 à 198,9 milliards en 2013. Ces chiffres ressortent à 143,2 milliards en 2014.

L'exploitation pétrolière a, en outre, permis de baisser considérablement les importations du Niger en produits pétroliers et a induit une baisse du prix des hydrocarbures à la pompe.

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

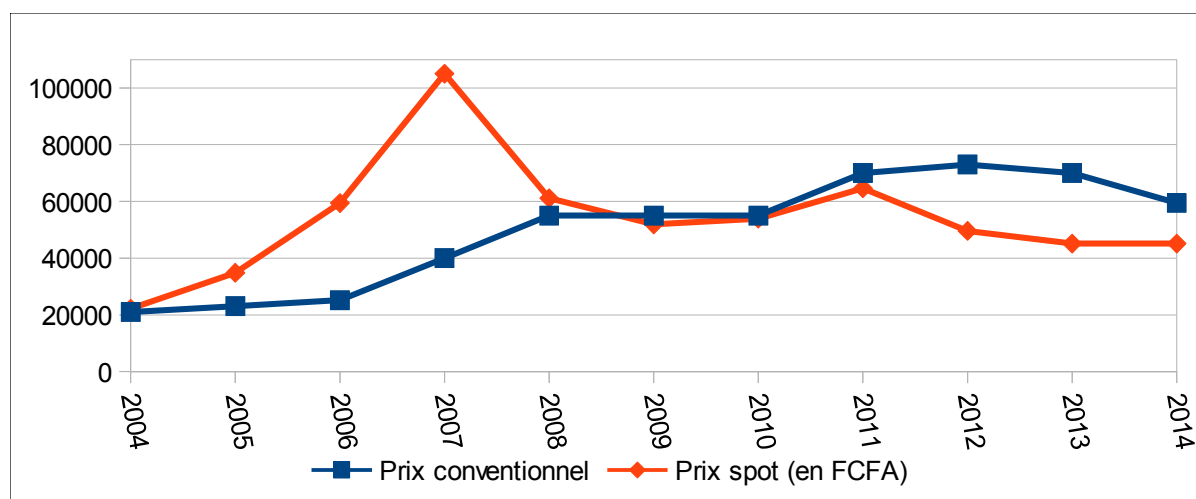
1.1.1.2.1. Uranium

Le volume d'uranium exporté par les sociétés minières s'est situé à 4.098,9 tonnes en 2014 contre 4.382,4 tonnes en 2013. Les expéditions des filiales d'Areva au Niger, à savoir la Société des Mines de l'Aïr (SOMAÏR) et la Compagnie Minière d'Akouta (COMINAK), ont porté respectivement sur 2.279 tonnes (contre 2.730 en 2013) et 1.500 tonnes, dont 458 tonnes pour le compte de la Société de Patrimoine de Mine du Niger (SOPAMIN), en baisse de 451 tonnes par rapport à l'année précédente. Celles de la Société de Mine de l'Azelik (SOMINA) ressortent à 320 tonnes en 2014, après 152 tonnes un an plus tôt. Le volume de la production a été affecté par la baisse de la demande au niveau mondial. Quant au prix conventionnel du kilogramme, il est passé de 73.000 FCFA en 2013 à 59.427 FCFA en 2014 (soit -18,6%).

Ainsi, en valeur, les exportations de la SOMAÏR ont atteint 119.943 millions et celles de la COMINAK 67.184 millions. Pour la SOPAMIN et la SOMINA, les ventes s'élèvent à 33.003 millions et 20.399 millions respectivement.

En liaison avec ces évolutions, les exportations totales en valeur d'uranium se sont établies à 240.529 millions en 2014, après 302.788 millions enregistrés en 2013, soit une baisse de 20,6% imputable aux prix et volume. En effet, la baisse de la demande mondiale d'uranate et la révision du prix conventionnel du kg d'uranium expliquent la baisse enregistrée.

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 2004 et 2014



Source : BCEAO

1.1.1.2.2. Pétrole

La Société de Raffinerie de Zinder (SORAZ) avec une capacité de raffinage de 20.000 barils/jour assure la production des produits pétroliers depuis novembre 2011, qui est répartie entre la consommation intérieure, qui ne dépasse guère les 10.000 barils/jour, et les exportations. Ainsi, depuis 2012, le Niger a commencé à exporter des produits pétroliers (essence, gazoil et gaz butane) à destination principalement de la sous région.

Les expéditions des produits raffinés se sont ainsi établies à 143.198 millions en 2014 contre 198.900 millions un an plus tôt. Cette situation est imputable à une réorientation des achats des produits pétroliers par certains pays voisins, suite à la baisse du cours du pétrole sur le marché international, et à l'arrêt momentané de la SORAZ pour travaux de maintenance générale. Le volume exporté a ainsi connu une chute de 24,6% entre 2013 et 2014.

1.1.1.2.3. Or

Au titre de l'année 2014, les exportations de l'or industriel s'est traduite par un recul de la production, en raison d'une reprise timide des activités de la SML après l'arrêt momentanée observé suite au retrait de l'actionnaire principal. Ainsi, la quantité d'or produite par la SML a diminué de 30,6% pour se situer à 668,0 kg en 2014. Le volume exporté s'est également inscrit en baisse en passant de 1.074 kg en 2013 à 643 kg en 2014. Le prix moyen de vente a également connu une chute de 10,3% pour se situer en moyenne à 1.227 dollars l'once. Dans ces conditions, les expéditions de l'or industriel passent de 25.336 millions en 2013 à 12.999,0 millions en 2014. S'agissant de l'or orpaillé, les expéditions se sont établies à 8.731,0 millions en 2014, suite à la découverte des nouveaux sites aurifères dans les plateaux du Djado, dans le Nord du pays.

Dans ces conditions, les exportations totales d'or en valeur ressortent à 21.730 millions en 2014 contre 29.704 millions l'année précédente, soit une baisse de 26,8%.

1.1.1.2.4. Bétail

La production de la branche bétail en 2014 est estimée meilleure que celle de l'année précédente, suite à une campagne agricole 2014/2015 plus favorable que celle de 2013/2014. La production du fourrage a également épousé cette tendance. Ces résultats ont favorisé l'amélioration de la qualité des présentations sur les marchés à bétail en 2014. Dans ces conditions, la quantité de bétail exportée, principalement vers le Nigeria, a connu une hausse par rapport à l'année 2013. Au total, la valeur des exportations s'est accrue de 12,6% pour s'établir à 75.604 millions en 2014 contre 67.200 millions un an plus tôt.

1.1.1.2.5. Oignons

La valeur totale des exportations d'oignon ressort à 65.226 millions en 2014 contre 55.680 millions en 2013, suite à la réorganisation de la filière en 2013 par la création des comptoirs de l'oignon, avec l'institution d'un bon d'enlèvement et de commercialisation, ainsi que des effets induits par l'initiative 3N.

Encadré 3: La filière niébé au Niger

Au Niger le niébé est cultivé en association avec d'autres cultures (mil, sorgho) et rarement en culture pure. Les atouts de sa production ont trait à l'appréciation des qualités organoleptiques des variétés cultivées, aux climat et sol du Niger favorables à sa culture, à la consommation nationale qui se développe et l'existence de débouchés dans la sous région.

Le niébé est vendu dans la grande majorité des cas sous forme de graines conditionnées dans des sacs de 100, 50 et 60 kg au niveau des marchés. En tant que culture de rente stockable en sec, les producteurs ne vendent pas la totalité de leur production à la récolte mais planifie la vente en fonction des besoins financiers de sa famille.

Les quantités vendues tournent autour de 70% et orientées principalement vers le Nigeria et le Ghana.

Les acteurs de sa commercialisation sont les intervenants nationaux et ceux provenant de l'étranger. Au titre des acteurs nationaux, on peut noter les producteurs, les vendeurs en détail, les transformateurs, les intermédiaires, les semi-grossistes qui achètent le niébé directement aux producteurs (au marché, au village ou auprès des intermédiaires), les grossistes et certaines sociétés.

Les semi-grossistes ont une capacité de stockage assez importante. Ils vendent aussi bien aux grossistes qu'aux détaillants. Par ailleurs, les grossistes ont principalement une clientèle étrangère, en majorité du Nigeria (Kano) et du Ghana. Ils font d'importants stocks de niébé destinés à être vendus aux commerçants importateurs le long de la frontière avec le Nigeria.

Par ailleurs, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) procède souvent à l'achat de quantités considérables de niébé en vue de sa mise à la disposition des populations nécessiteuses.

Les acteurs étrangers sont représentés par les intermédiaires ou les grossistes locaux et dans leur majorité sont des nigériens ou des nigériens basés au Nigeria ou au Ghana.

Après une hausse en 2013, la production du niébé est passée de 1.789.800 tonnes en 2013 à 1.586.400 tonnes en 2014. Les expéditions sont réalisées en fonction des résultats

de la campagne agricoles, elles se sont établies à 33.348 millions en 2012, 35.300 millions en 2013 et une baisse de 5,7% a été enregistrée en 2014.

Cependant, l'estimation des exportations du niébé est confrontée à un important commerce non-contrôlé avec le principal client qu'est le Nigeria.

Source : Plan d'actions prioritaire de la filière niébé au Niger, Projet de Développement des Exportations et des Marchés Agro-sylvo-patoraux (PRODEX).

1.1.1.2.6. Niébé

La valeur des exportations de niébé s'est située à 33.295 millions en 2014, en diminution de 5,7% par rapport au niveau de 35.300 millions en 2013 enregistré un an plus tôt, suite à une baisse de la production lors de la campagne agricole 2014/2015. En effet, la production est passée de 1.789.800 tonnes en 2013 à 1.586.400 tonnes pour l'année sous revue. Elle a connu une baisse, contrairement à celle du mil et du sorgho notamment. Par ailleurs, le niébé est principalement produit pendant la période hivernale et fait face aux ennemies de culture, notamment les insectes.

Le commerce du niébé est essentiellement orienté vers le Nigeria. Par ailleurs, en raison d'un important commerce informel sur ce produit et de la fraude douanière, son évaluation est notamment confrontée à une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles.

1.1.1.2. 7. Autres exportations

Ces exportations sont ressorties à 135.565 millions en 2014 contre 95.037 millions en 2013, imputable essentiellement à la réexportation d'un matériel géodésique d'environ 34.000,0 millions. En effet, les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, riz paddy, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.), principalement vers le Maghreb et le Nigeria.

L'annexe 1.7 présente l'évolution des exportations ajustées de marchandises par principaux produits, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles et des ajustements opérés.

Le ratio du service de la dette extérieure sur les exportations² est ressorti à 4,3%, en hausse de 130 points de base par rapport à son niveau de 2013. Il est largement en dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 20%.

² Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations qui sera absorbée par le service de la dette. Il permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement des engagements face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.

Tableau 4 : Evolution du service de la dette sur les exportations ajustées de marchandises générales (Montants en millions de F CFA)

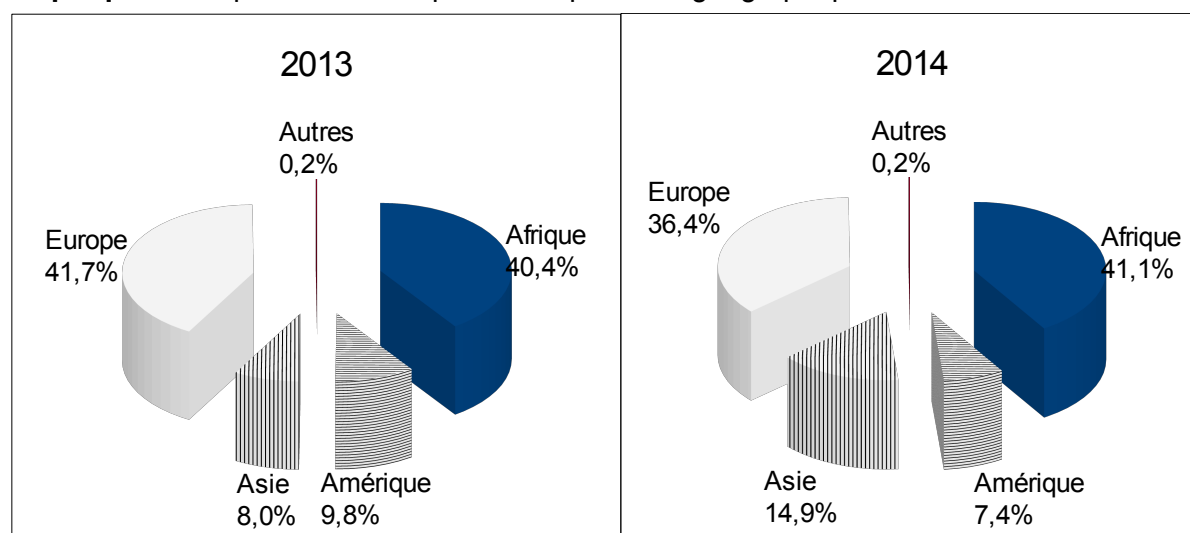
Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations totales ajustées	570 131	599 454	736 361	784 609	715 147
Service de la dette	17 354	19 855	19 856	23 189	30 542
Service de la dette/Exportations	3,0%	3,3%	2,7%	3,0%	4,3%

Source : BCEAO

1.1.1.3. Orientation géographique des exportations

L'analyse des données du tableau 1.9, présenté en annexe, fait ressortir une nette progression de la part des exportations à destination de l'Asie, sous l'effet de la réexportation d'un matériel géodésique. Néanmoins, l'Afrique devient le premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 41,1% de ses ventes en 2014 contre 40,4% l'année précédente, suivie de l'Europe (36,4%), de l'Asie (14,9%) et de l'Amérique (7,4%), comme l'indique le graphique 7 suivant.

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2013 et 2014



Source : BCEAO

Le baisse de la part de l'Europe s'explique par la diminution des volumes de l'uranium et d'or exportés en raison de la baisse de la demande mondiale et la lente reprise observée au niveau de la Société des Mines du Liptako (SML) après l'arrêt observé en 2013.

Quant à l'Afrique, elle occupe la première place des partenaires du Niger à l'exportation, avec 41,1% des échanges. Cette situation est due essentiellement à l'exportation du pétrole raffiné en direction des pays voisins.

En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries³ relevées entre les pays de l'Union. Il ressort que ces pays ont accueilli 23,5% des exportations du Niger en 2014 alors que le niveau était de 17,4% en 2013. Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués

³ Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, la Banque Centrale a mis en place en 2007 une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

d'oignons, du bétail et, surtout, du pétrole raffiné, en direction du Mali, du Burkina, du Togo et de la Côte d'Ivoire (cf. annexe 2.3).

La position de l'Amérique avec 45.706 millions s'explique par les ventes de l'uranium vers les États-Unis.

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Le tableau 5 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes de la 6^{ème} édition du Manuel de balance des paiements.

Tableau 5 : Evolution des importations FOB de biens
(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	962 601	1 034 500	971 526	996 875	1 082 992
Or non monétaire	0	0	0	0	1
Importations nettes de biens dans le cadre du négoce					50
Total importations fob de biens	962 601	1 034 500	971 526	996 875	1 083 043
PIB nominal	2 832 286	3 024 271	3 414 269	3 795 700	4 038 700
Importations fob de biens / PIB	34,00%	34,20%	28,45%	26,26%	26,82%

Source : BCEAO

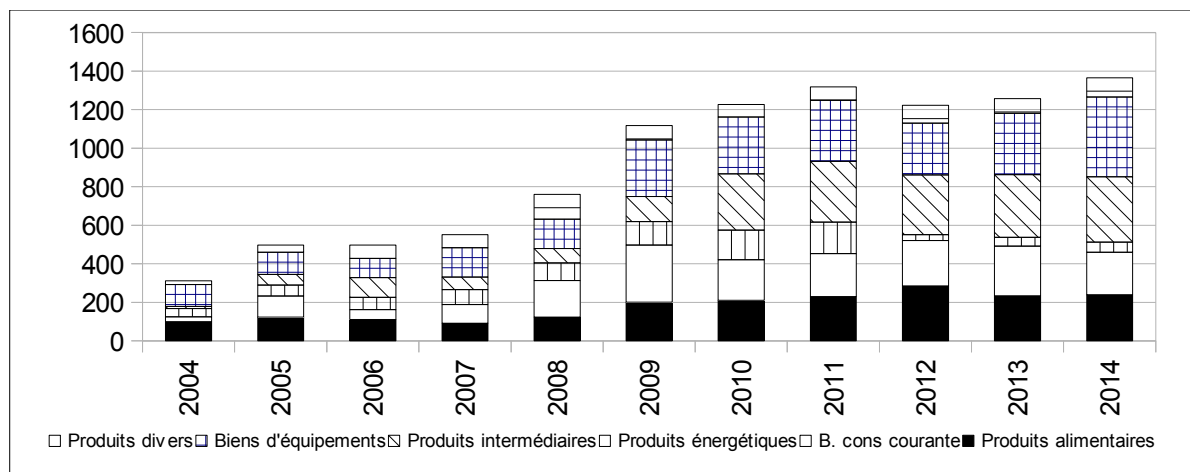
L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 8 ci-dessous, élaboré à partir des données de l'annexe 1.11.

1.1.2.2. Composition des importations de biens

La décomposition de ces groupes de produits (annexe 1.11) a permis de faire ressortir, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger. Les biens d'équipement, dont les machines et appareils (électrique et mécanique), les matériels de transport, de précision ainsi que les biens meubles, constituent le groupe prédominant, avec 30,3% du total des achats à l'extérieur, suivis des biens intermédiaires (24,8%), constitués du ciment, du fer, de l'acier et des produits chimiques, des produits alimentaires (17,5%), de biens de consommation courante (16,2%) et des autres biens (7,3%).

L'accroissement des importations des biens d'équipement et intermédiaires est en liaison avec les grands travaux notamment dans le domaine routier, ferroviaire et des BTP. A ceux-ci s'ajoutent la rénovation des principales villes du pays ainsi que l'intensification de l'électrification des zones urbaines et rurales. Quant à la légère hausse des achats de produits alimentaires, elle résulte de la campagne agricole moyenne enregistrée un an plus tôt.

Graphique 8 : Evolution des importations en valeur par groupes de produits de 2004 à 2014



Source : BCEAO

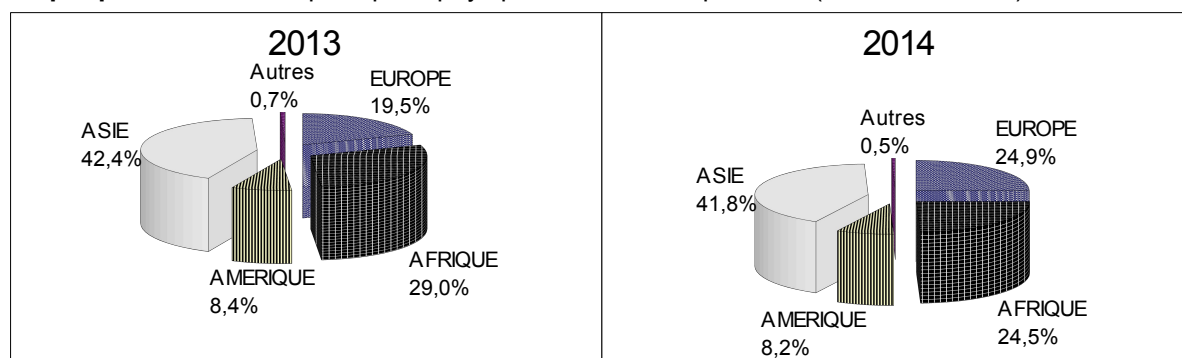
1.1.2.3. Orientation géographique des importations de biens

La zone Asie, comme l'indique l'annexe 1.12, demeure la principale source d'approvisionnement du Niger, avec 41,8% de la valeur totale des importations au titre de l'année 2014 contre 42,4% un an plus tôt. Elle est suivie par l'Europe et l'Afrique avec respectivement 24,9% (contre 19,5% en 2013) et 24,5% (contre 29,0% en 2013) des marchandises importées. Quant à l'Amérique, elle a livré 8,2% des importations du Niger.

Les produits en provenance de l'Asie sont constitués pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, du matériel de bureau, des textiles, des friperies et du thé. Les importations de produits asiatiques sont ressorties à 481.747 millions en 2014 contre 394.483 millions en 2013. Cette augmentation est essentiellement imputable au regain des importations de biens d'équipement et intermédiaires en provenance de la Chine.

Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel de certains produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, du matériel de télécommunications, des appareils de précision, des véhicules neufs ainsi que ceux d'occasion. Elles ont progressé de 105.602,9 millions pour ressortir à 286.987,0 millions en 2014 contre 181.384 millions un an plus tôt.

Graphique 9 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation (en 2013 et 2014)



Source : BCEAO

Au niveau du continent africain, 64,2% des marchandises proviennent de la Zone UEMOA. Les importations de cette zone sont principalement composées du ciment, des huiles de cuisine, de céréales et des fruits et légumes. Les approvisionnements en provenance des autres Etats de l'Union se sont établies à 181.058 millions en 2014 contre 177.524 millions à fin décembre 2013. Ces transactions sont dominées par le Togo (32,8%), suivi du Bénin (32,7%) et de la Côte d'Ivoire (20,2%) comme l'indique le tableau de l'annexe 1.12.

1.2. Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est amélioré de 8,7% pour ressortir à 374.937 millions en 2014 contre 410.725 millions en 2013. Cette situation résulte essentiellement de l'amélioration des recettes de télécommunications induisant ainsi une baisse de la consommation des autres services extérieurs nets. Les autres services sont constitués notamment des services de télécommunications, d'informatique, d'information, de recherches et développement, de conseil en gestion, de réparation et des travaux de construction. En effet, ce poste avait connu une progression significative en 2013 avec un solde déficitaire de 144.284 millions, particulièrement à la suite de la reconstruction des installations de la SOMAIR après les attentats terroristes, et se situe à 80.826 millions en 2014. La poursuite de l'exploration dans les domaines minier et pétrolier ainsi que des grands travaux de construction expliquent l'essentiel de cette demande, modérée par les recettes de télécommunications réalisées par les compagnie de téléphonie mobile liées notamment à l'interconnexion.

Tableau 6 : Evolution de la balance des services de 2010 à 2014

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Transport	-265 205	-295 177	-292 851	-271 898	-296 541
Voyage	6 771	5 497	6 922	5 457	2 430
Autres services	-99 928	-88 333	-99 203	-144 284	-80 826
Total balance des services	-358 894	-378 013	-385 132	-410 725	-374 937

Source : BCEAO

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire des transports s'est détérioré, passant de 271.898 millions en 2013 à 296.541 millions en 2014, imputable à l'alourdissement des dépenses nettes en fret et assurance de 278.987 millions pour l'année en cours et au transport de passagers en lien avec le transport par des compagnies aériennes étrangères d'une partie de pèlerins nigériens.

Tableau 7 : Evolution du poste "transports"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Transports	-265 205	-295 177	-292 851	-271 898	-296 541
- passagers	-1 435	-1 438	-52 546	-15 991	-17 014
- Fret	-263 642	-270 252	-239 849	-256 060	-278 987
- Autres	-660	-564	-456	153	-540
Importations CAF de marchandises	-1 226 242	-1 318 300	-1 222 045	-1 253 931	-1 364 894
Fret/Importations CAF	21,50%	20,50%	20,50%	20,50%	20,65%

Source : BCEAO

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti à 2.430 millions en 2014 contre 5.457 millions un an plus tôt. En effet, comme l'indique le tableau 8 ci-après, le poste voyage a affiché une baisse de 3.027 millions par rapport à l'année 2013, imputable aux voyages à titre personnel, dont la balance s'est dégradée en passant de 634 millions en 2013 à -5.121 millions en 2014, du fait de l'augmentation du nombre de pèlerins se rendant aux lieux saints de l'Islam.

Tableau 8 : Evolution du poste "voyages"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Voyages	6 771	5 497	6 922	5 457	2 430
- à titre professionnel	4 146	5 236	6 456	4 823	7 551
- à titre personnel	2 625	261	466	634	-5 121

Source : BCEAO

1.2.3. Autres Services

L'examen du Tableau 9 ci-dessous fait ressortir un solde déficitaire de 80.826 millions en amélioration par rapport au niveau de 144.284 millions atteint en 2013, imputable essentiellement aux recettes d'interconnexion des compagnies de téléphonie mobile.

Tableau 9 : Évolution du poste "Autres services"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-	-1 638	-13 319	-16 994	-5 950
Travaux de construction	-38 499	-84	-50 126	-62 068	-61 301
Services d'assurance et de retraite	-11 287	-4 304	-973	-210	-5 793
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-4 928	-80 621	-6 649	-18 673	12 452
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international)	-28 229	-2 444	-30 783	-47 289	-24 256
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	124	1 697	2 706	2 341	4 252
Divers autres services	-17 109	-939	-59	-1 391	-230
Total Autres services	-99 928	-88 333	-99 203	-144 284	-80 826

Source : BCEAO

Ce profil a été tempéré par les besoins en services spécialisés pour les grands travaux de construction, notamment dans le domaine minier et pétrolier, les BTP (construction du deuxième échangeur de Niamey, construction de la boucle ferroviaire, travaux routiers, poursuite de la construction de l'hôpital de référence de Niamey et de la centrale à diesel de Gorou Banda) et les télécommunications.

1.3. Compte des revenus primaires

Le solde des revenus primaires s'est amélioré de 15.714 millions pour s'établir à -75.553 millions en 2014, en liaison principalement avec la baisse des paiements de dividendes par les sociétés minières.

Les flux de revenus entre le Niger et le reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés, et les revenus d'investissements, ventilés en investissements directs, intérêts dus au titre de la dette extérieure et revenus divers émanant des investissements en capital.

Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire (Montants en millions de F CFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Rémunérations des salariés	15 572	12 059	13 264	10 316	8 890
Revenus des investissements	-37 409	-36 159	-82 366	-101 583	-84 443
Dont intérêts sur la dette publique	-3 554	-7 410	-7 413	-8 400	-9 955
Revenus primaires nets	-21 837	-24 100	-69 103	-91 267	-75 553

Source : BCEAO

Les revenus des salariés nets, constitués des rémunérations des organismes non-résidents versées au personnel recruté localement nettes des salaires versés par les représentations nigériennes à l'étranger et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 8.890 millions en 2014 contre 10.316 millions un an plus tôt. Cette évolution s'explique principalement par le rapatriements de salaires du personnel étranger, notamment chinois.

Quant aux revenus des investissements, leur solde s'est amélioré de 17.140 millions entre 2013 et 2014, en ressortant à -84.443 millions. S'agissant des intérêts de la dette publique extérieure, ils se sont établis à 10.000 millions en 2014 contre 8.400 millions l'année précédente. Il en résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus d'investissements de 11,8%, en progression par rapport à 2013.

Tableau 11 : Evolution des revenus nets des investissements (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Total des revenus des investissements	-37 409	-36 159	-82 366	-101 583	-84 443
.Revenus des investissements directs	-8 161	-29 145	-59 756	-91 407	-52 690
. Intérêts sur la dette publique extérieure	-3 554	-7 410	-7 413	-8 400	-9 955
. Autres revenus des investissements	-25 694	396	-15 197	-1 776	-21 798
Intérêts de la dette extérieure/Total des revenus des investissements	9,50%	20,50%	9,0%	8,3%	11,8%

Source : BCEAO

1.4. Compte des revenus secondaires

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les appuis budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense. S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG résidentes.

Les aides budgétaires mobilisées passent de 53.900 millions en 2013 à 67.900 millions en 2014, provenant essentiellement du fonds catalytique de l'IDA/BM (50,4%), de l'Union Européenne (39,9%) et de la France (9,7%).

S'agissant des aides en espèces et en nature reçues par l'Etat du Niger, elles sont évaluées à 23.868 millions en 2014, dont 8.199,5 millions de l'Union Européenne au titre de l'aide alimentaire.

En revanche, l'Etat du Niger procède également à un transfert au titre du Prélèvement Communautaire de la CEDEAO (PC) et du Prélèvement Communautaire de Solidarité de l'UEMOA (PCS) dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'intégration sous-régional. Les montants transférés ont atteint 8.511,0 millions contre 7.076,0 millions en 2013.

Les transferts destinés aux ménages et aux ONG ont progressé de 13.523 millions pour s'établir à 80.769 millions contre 67.253 millions l'année précédente, imputables aux envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG en lien avec l'arrivée massive des réfugiés nigériens fuyant les exactions de Boko Haram.

Au total, le solde des revenus secondaires s'est établi à 172.537 millions contre 145.977 millions un an plus tôt, en rapport avec l'augmentation des transferts publics notamment les aides budgétaires.

Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
- Administration publique	156 726	79 033	117 853	78 724	91 768
. dont aides budgétaires	47 200	56 500	93 101	53 900	67 900
- Autres secteurs	65 350	82 858	49 947	67 246	80 769
. dont envois de fonds des travailleurs	15 191	13 636	17 955	16 544	26 566
Total des revenus secondaires	222 076	161 891	167 800	145 970	172 537

Source : BCEAO

II - Compte de capital

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde de ce compte

s'est situé à 184.072 millions en 2014 contre 282.070 millions en 2013. Ce mouvement baissier est imputable essentiellement aux dons projets (-96.700 millions). L'évolution du poste « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits » dénote d'une réception d'un bonus de signature de la part de Savannah Petroleum de 16.080 millions, relativement aux blocs R1 et R2 d'Agadem, nette d'une acquisition de 88,0 millions.

Les dons projets d'un montant de 154.300 millions proviennent principalement du Fonds Européen de Développement (FED), des agences des Nations Unies (notamment l'UNICEF et le PNUD), de certains pays de l'Union Européenne et de l'IDA, à la faveur de la poursuite de la coopération avec ces pays et institutions.

Tableau 13 : Evolution du compte de capital

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
- Transferts de capital Adm. Publ.	82 995	57 157	126 500	251 664	154 300
. Remise de dette	0	0	3 000	664	0
. Autres transferts	82 983	57 157	123 500	251 000	154 300
- Transferts des autres secteurs	14 030	14 687	14 090	14 825	13 780
Total des transferts de capital	97 025	71 844	140 590	266 489	168 080
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	-40	-3 321	-1 269	15 581	15 992
Total compte de capital	96 985	68 523	139 321	282 070	184 072

Source : BCEAO

III. Compte financier

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, a connu une forte progression, passant de -392.692 millions en 2013 à -648.276 millions en 2014, imputable à toutes ses composantes. En effet, les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -362.569 millions en 2014 contre -305.516 millions en 2013, résultant pour l'essentiel des travaux de la boucle ferroviaire, des travaux sur le site d'Imouraren jusqu'à fin août 2014, de la poursuite des forages sur le site d'AGADEM et des activités de prospection avec l'octroi de plusieurs permis de recherche. La récupération des coûts pétroliers de la CNPC-NP a tempéré l'évolution des IDE au Niger.

Encadré 4 : Situation des émissions des bons et obligations du Trésor en 2014

Le 30 janvier 2014, le Trésor a procédé à la première émission de bons du Trésor pour l'année 2014. L'opération a porté sur un montant en adjudication de 41.000 millions de FCFA sur 364 jours. Les offres enregistrées se sont situées à 55.120 millions de FCFA, soit un taux de couverture du montant mis en adjudication de 134,4%. Les propositions retenues ont porté sur 41.000 millions de FCFA, soit un taux d'absorption de 74,4% du montant global des soumissions. L'opération a pour dates de valeur le 31 janvier 2014 et d'échéance le 29 janvier 2015. Les banques locales ont souscrit pour un montant de 12.437 millions de FCFA et leurs consœurs des autres pays de l'Union pour le solde. Les taux moyen pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 4,7902% et 4,9999%. Le montant des intérêts supportés par le Trésor National s'est situé à 1.985,81 millions de FCFA.

La deuxième émission de bons du Trésor pour l'année 2014, portant sur un montant mis en adjudication de 35.000 millions de FCFA sur 182 jours, a eu lieu le 06 mai 2014. Les souscriptions des banques locales s'élèvent à 11.476 millions de FCFA. Par ailleurs, le Trésor a remboursé, le 07 mai 2014, les bons émis le 06 novembre 2013 pour un montant de 36.150 millions.

La dernière émission de bons du Trésor pour l'année 2014 s'est tenue le 30 octobre 2014 avec un montant en adjudication de 35.000 millions de FCFA sur 182 jours. Les offres enregistrées se sont situées à 42.300 millions de FCFA, dont 34.800 millions de FCFA ont été retenues, un montant de 16.500 millions de FCFA souscrits par les banques locales. Le 05 novembre 2014, le Trésor a remboursé, les bons émis le 06 mai 2014 pour un montant de 35.000 millions.

En conséquence, l'encours des bons du Trésor se situe à 75.800 millions de FCFA au 31 décembre 2014, dont 28.937 millions de FCFA souscrits par les banques locales.

En outre, il a été procédé le 02 avril 2014 à la première émission d'obligations du Trésor pour un prix unitaire de 10.000 FCFA et un montant global de 25.000 millions de FCFA sur 5 ans, dont un (01) an de différé, avec un coupon annuel au taux de 6,25%. Les offres enregistrées ont porté sur un montant de 74.572,150 millions de FCFA, qui a été retenu à hauteur de 63.300 millions de FCFA, soit 84,9%. Les prix unitaires pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 9.970,8 FCFA et 9.900 FCFA. Les souscriptions locales atteignent 13.150 millions de FCFA, le reliquat étant levé par des banques des autres États de l'Union. L'opération a pour dates de valeur et d'échéance le 03 avril 2014 et le 03 avril 2019 respectivement.

Egalement, il a été procédé le 21 août 2014 à la deuxième émission de bons obligataires pour un prix unitaire de 10.000 FCFA et un montant global de 30.000 millions de FCFA sur 5 ans, dont un (01) an de différé, avec un coupon annuel au taux de 6,25%. Les offres enregistrées ont porté sur un montant de 57.191,770 millions de FCFA, qui a été retenu à hauteur de 30.000 millions de FCFA, soit 52,5%. Les prix unitaires pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 9.977,54 FCFA et 9.930 FCFA. Les souscriptions locales atteignent 5.860,5 millions de FCFA et l'opération a pour dates de valeur et d'échéance le 22 août 2014 et le 22 août 2019 respectivement. Le 25 novembre 2014, le Trésor a procédé à un remboursement de 3.320 millions au titre des obligations. Au total, l'encours des emprunts obligataires ressort à 124.940 millions de FCFA au 31 décembre 2014, dont 38.850,5 millions de FCFA détenus par des banques locales.

Les investissements de portefeuille du Niger ont ainsi été marqués par une entrée nette de 56.102 millions en 2014 imputable aux émissions de titres publics, dont 97.002 de souscriptions des banques de l'Union aux titres émis par le Trésor du Niger et 40.900 millions de souscription aux titres étrangers par les banques locales.

Tableau 14 : Evolution du compte des opérations financières

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
- Investissements directs	-495 304	-498 528	-428 379	-305 516	-362 569
- Investissements de portefeuille	-9 588	-8 704	-4 875	9 417	-61 779
- Dérivés financiers		-94	0	0	0
- Autres investissements	-62 674	-76 301	-116 915	-96 593	-223 928
Total des opérations financières	-567 566	-583 627	-550 169	-392 692	-648 276

Source : BCEAO

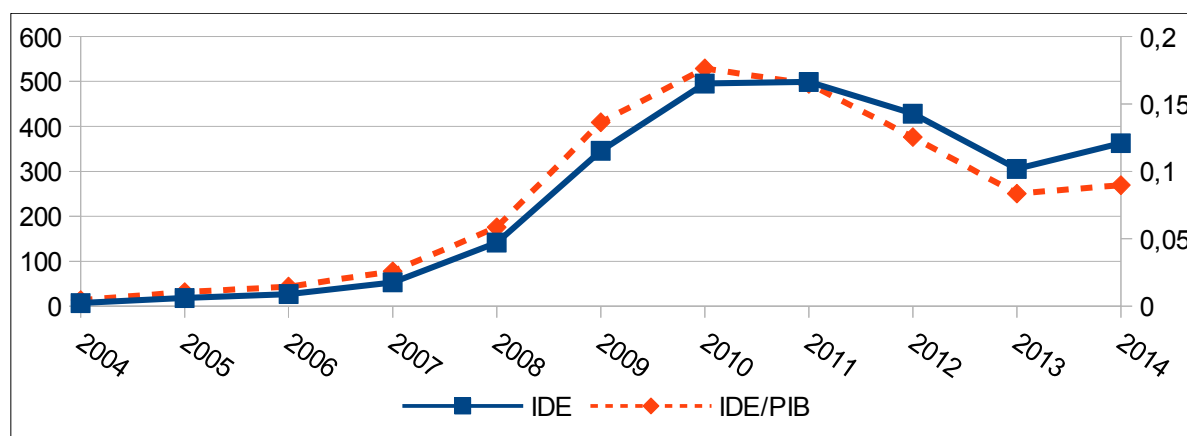
Les investissements de portefeuille ont connu un solde de -61.779 millions, en lien avec les souscriptions des titres publics par les banques des autres États de l'Union, qui ont plus que couvert les achats nets de titres publics étrangers par les banques du Niger.

Par ailleurs, les autres investissements sont passés d'un solde négatif de 96.593 millions en 2013 à 223.928 en 2014, en liaison essentiellement avec les tirages d'emprunts publics de 166.195 millions et les prêts contractés par certaines entreprises privées.

Comme l'indique le graphique 10 ci-après, le profil des investissements directs étrangers (IDE) a présenté une tendance haussière continue à partir de 2003 avant leur stabilisation relative entre 2010 et 2011. Ayant débuté en 2004, avec l'intensification des activités aurifères, dont l'exploitation a commencé en octobre 2004, les IDE se sont renforcés avec le dynamisme du secteur des télécommunications.

Cette évolution s'est consolidée à partir de 2006, en liaison avec le regain des investissements dans les secteurs minier et pétrolier. Toutefois, une baisse est constatée pour l'année 2013.

Graphique 10 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2004 et 2014



Source : BCEAO

IV – Capitaux monétaires

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des avoirs extérieurs nets traduit un excédent.

4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 512.174 millions en 2013 à 626.248 millions en 2014, soit une augmentation de 114.074 millions. Le tableau 15 ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements officiels depuis 2010.

Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014	Variation 2013/2014
Avoirs extérieurs	374 459	344 796	504 130	553 533	695 147	141 615
Position de réserve	7 501	10 314	6 323	4 943	9 553	4 610
DTS détenus	41 291	42 236	41 495	39 767	42 463	2 696
Avoirs en devises	325 667	292 246	456 312	508 823	643 131	134 308
Autres créances	-	-	-	-	-	-
Engagements extérieurs	33 976	30 658	36 233	41 359	68 899	27 541
Recours aux crédits FMI	29 960	28 369	33 283	36 135	59 673	23 538
Banques et institutions étrangères	4 016	2 290	2 944	1 581	4 042	2 460
Engagements en monnaies étrang.	-	-	-	-	-	0
Autres Dépôts Etrangers	-	-	-	-	-	0
Transferts à exécuter	0	0	6	3 643	5 185	1 542
Avoirs extérieurs nets	340 483	314 137	467 897	512 174	626 248	114 074

Source : BCEAO

L'analyse du tableau 15 ci-dessus révèle que la hausse des avoirs officiels nets en 2014 provient principalement de l'augmentation des avoirs en devises (+134.308 millions) et de la position de réserve (+4.610 millions). Quant aux engagements, ils ont été tirés par le recours aux crédits du FMI (+23.538 millions).

4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

Les avoirs extérieurs nets des banques se sont raffermis de 68.746 millions en passant de 67.746 millions en 2013 à 136.492 millions en 2014. Cette situation reflète une accumulation d'avoirs extérieurs, conjuguée à une diminution des engagements, comme l'indique le tableau 16 ci-après.

Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques

(Montants en millions de F CFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014	Variation 2013/2013
Avoirs	121 240	129 327	157 347	252 985	292 705	39 720
Engagements	-120 930	-131 020	-145 760	-185 239	-156 213	29 026
Position monétaire extérieure (1)	310	-1 693	11 587	67 746	136 492	68 746

Source : BCEAO

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

L'évolution du secteur monétaire en 2014 s'est traduite par une amélioration de 182.820 millions, imputable à la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques. La prise en compte de la contrepartie négative des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un solde global de la balance des paiements excédentaire de 181.363 millions contre un excédent de 99.053 millions en 2013.

Tableau 17 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN)

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Variation des AEN de la BC	-71 365	26 346	-153 760	-46 276	-114 074
Variation des AEN du sect. Banc.	-30 698	2 003	-13 280	-56 159	-68 746
Solde monétaire	-102 063	28 349	-167 040	-102 435	-182 820
Réévaluation	5 475	-275	4 355	3 382	1 457
Solde global de la balance des paiements	96 588	-28 074	162 685	99 053	181 363

Source : BCEAO

V – Position extérieure globale

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des engagements financiers des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine

et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des variations de prix et de taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin de l'année.

4.1 Variation de la position extérieure globale

La position extérieure globale nette (PEGN) du Niger s'est située à -2.812.547 millions à fin 2014 contre un solde de -2.281.003 millions un an plus tôt. Ce résultat traduit une augmentation des engagements plus rapide que celle des avoirs, en liaison principalement avec les capitaux privés étrangers.

Les stocks d'actifs et de passifs financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde à fin 2014 sont retracés à l'annexe 1.18.

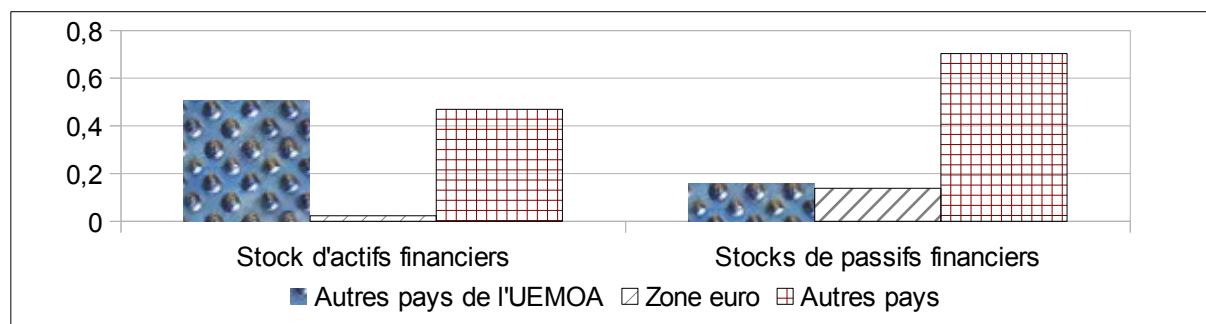
Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 1.236.474 millions en 2014 contre 936.409 millions en 2013. Cette hausse résulte principalement des investissements directs étrangers (+43.953 millions), des investissements de portefeuille (+69.231 millions) et des autres investissements (+43.546 millions).

Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 4.049.022 millions en 2014 contre 3.217.417 en 2013, en progression de 831.605 millions imputable à la hausse des « investissements directs étrangers » (+492.929 millions), des investissements de portefeuille (104.743) et des « autres investissements » (+233.933 millions).

4.2 Ventilation géographique et sectorielle de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des autres pays à hauteur de 47,0% et des pays de l'UEMOA avec 50,7% (voir graphique 11). Les engagements financiers sont principalement contractés avec les autres pays (70,3%). Ils sont essentiellement constitués des dépôts à court terme, des prêts et des crédits commerciaux.

Graphique 11 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2014



Source : BCEAO

CONCLUSION

Les réalisations de l'année 2014 font ressortir excédentaire de 181.363 millions contre 99.053 millions un an plus tôt, résultant de l'excédent du compte financier, qui a plus que compenser le déficit du compte des transactions courantes et de capital.

En effet, il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est accentué, en passant de 568.281 millions en 2013 à 645.307 millions en 2014. Cette évolution résulte essentiellement d'une dégradation du solde des biens, partiellement compensée par une amélioration des soldes de la balance des services et des revenus primaires et secondaires.

Le solde du compte de capital s'est situé à 184.072 millions en 2014 contre 282.070 millions en 2013. Ce mouvement baissier est imputable essentiellement aux dons projets (-96.700 millions).

Le solde du compte financier a, par ailleurs connu une forte progression en 2014, passant de -392.692 millions en 2013 à -648.276 millions en 2014, imputable à toutes ses composantes.

De ce qui précède, le Niger présente ainsi un solde courant structurellement déficitaire, avec des niveaux souvent largement au dessus du seuil de 5%, fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale des économies de l'UEMOA. A cet égard, pour inverser cette tendance, les propositions, ci-après, peuvent être formulées :

- **l'accroissement et la diversification de l'offre locale de produits alimentaires et des biens manufacturés**, en vue d'atténuer la vulnérabilité aux chocs liés aux fluctuations de la demande mondiale, à la volatilité des prix et aux variations climatiques ;
- **l'amélioration de la qualité et de la diversité des biens destinés à l'exportation ;**
- **la mise en place de politiques visant une meilleure exploitation du potentiel touristique et un accroissement de l'offre locale des services de transport, d'ingénierie, de santé, d'éducation et des bâtiments et travaux publics**, en vue de réduire la demande extérieure nette des services qui constitue l'une des principales sources du déficit courant du pays ;
- **l'amélioration du climat des affaires**, en vue d'accroître les opportunités de financement des secteurs agricole et industriel et favoriser un afflux plus important de capitaux étrangers, qui sont pour l'instant essentiellement orientés vers les secteurs minier et pétrolier faiblement connectés au reste de l'économie ;
- **la poursuite et le renforcement de la mise en œuvre des mesures visant une meilleure maîtrise des dépenses publiques et une amélioration des recettes**, pour atténuer le déficit public et réduire le recours à l'endettement extérieur ;

- **la poursuite et l'intensification du recours aux Partenariats Public-Privé (PPP) dans les secteurs porteurs de croissance**, en privilégiant les montages non générateurs d'endettement extérieur ;
- **la poursuite des mesures visant une promotion de l'épargne intérieure ;**
- **la réactivation du Comité Chaîne-Douane**, en vue de l'amélioration de la qualité des statistiques du commerce extérieur.

ANNEXES

Pages

ANNEXE SOMMAIRE

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	39
Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	40
Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	41
Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes	42
Annexe 1.5 : Compte de biens et services	42
Annexe 1.6 : Compte de biens	42
Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens	42
Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits	43
Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	43
Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens	44
Annexe 1.11 : Importations par principaux produits	44
Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	45
Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services	46
Annexe 1.14 : Evolution du compte des revenus primaires	46
Annexe 1.15 : Evolution du compte des revenus secondaires	46
Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital	47
Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières	47
Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette	48
Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	49
Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)	50
Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2013 (Optique FMI)	51
Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2013 à partir des statistiques officielles	59
Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2013	59
Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2013	60
Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2012	61
Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2013	61
Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2012	61
Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2013	62
Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2012	62

ANNEXE :

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 139 468	1 784 775	-645 307
1.A	Biens et services	855 274	1 598 107	-742 833
1.A.a	Biens	715 147	1 083 043	-367 896
1.A.a.1	Marchandises générales	693 417	1 082 992	-389 575
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	105 275	0	105 275
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	50	-50
1.A.a.3	Or non monétaire	21 730	1	21 729
1.A.b	Services	140 127	515 064	-374 937
1.A.b.3	Transport	9 457	305 998	-296 541
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	2 864	281 851	-278 987
1.A.b.4	Voyage	44 275	41 845	2 430
1.A.b.0	Autres services	86 395	167 221	-80 826
1.B	Revenus primaires	58 136	133 147	-75 011
1.B.1	Revenus des salariés	41 779	32 889	8 890
1.B.2	Revenus des investissements	15 800	100 243	-84 443
1.B.3	Autres revenus primaires	557	15	542
1.C	Revenus secondaires	226 058	53 521	172 537
1.C.1	Administrations publiques	100 279	8 511	91 768
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	67 900	0	67 900
1.C.2	Autres secteurs	125 779	45 010	80 769
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	66 399	39 833	26 566
2	Compte de capital	185 661	1 589	184 072
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	16060	68	15992
2.2	Transfert en capital	169 601	1 521	168 080
2.2.1	Administrations publiques	154 300	0	154 300
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	15 301	1 521	13 780
3	Compte financier	304 235	771 148	-466 913
3.1	Investissements directs	43 777	406 346	-362 569
3.2	Investissements de portefeuille	42 319	104 098	-61 779
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-6 711	217 217	-223 928
3.5	Avoirs de réserves	224 850	43 487	181 363
6	Erreurs et omissions nettes	-1 020 894	-1 015 216	-5 678

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 139 468	1 784 775	-645 307
1.A	Biens et services	855 274	1 598 107	-742 833
1.A.a	Biens	715 147	1 083 043	-367 896
1.A.a.1	Marchandises générales	693 417	1 082 992	-389 575
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	105 275	0	105 275
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	50	-50
1.A.a.3	Or non monétaire	21 730	1	21 729
1.A.b	Services	140 127	515 064	-374 937
1.A.b.3	Transport	9 457	305 998	-296 541
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	2 864	281 851	-278 987
1.A.b.4	Voyage	44 275	41 845	2 430
1.A.b.0	Autres services	86 395	167 221	-80 826
1.B	Revenus primaires	58 136	133 147	-75 011
1.B.1	Revenus des salariés	41 779	32 889	8 890
1.B.2	Revenus des investissements	15 800	100 243	-84 443
1.B.3	Autres revenus primaires	557	15	542
1.C	Revenus secondaires	226 058	53 521	172 537
1.C.1	Administrations publiques	100 279	8 511	91 768
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	67 900	0	67 900
1.C.2	Autres secteurs	125 779	45 010	80 769
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	66 399	39 833	26 566
2	Compte de capital	185 661	1 589	184 072
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	16 060	68	15 992
2.2	Transfert en capital	169 601	1 521	168 080
2.2.1	Administrations publiques	154 300	0	154 300
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	15 301	1 521	13 780
3	Compte financier	79 385	727 661	-648 276
3.1	Investissements directs	43 777	406 346	-362 569
3.2	Investissements de portefeuille	42 319	104 098	-61 779
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-6 711	217 217	-223 928
	Administration publique	28	140 385	-140 357
3.5	Autres secteurs	-6 739	76 832	-83 571
6	Erreurs et omissions nettes	-1 020 894	-1 015 216	-5 678
7	Solde global	224 850	43 487	181 363
8	Avoirs et engagements extérieurs	-224 850	-43 487	-181 363
8.1	Banque centrale	-140 023	-23 779	-116 244
8.2	Autres institutions de dépôts	-84 827	-19 708	-65 119

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Poste	2010	2011	2012	2013	2014
1	Compte des transactions courantes	-561 467	-675 268	-521 600	-568 192	-645 307
1.A	Biens et services	-761 706	-813 059	-620 297	-622 895	-742 833
1.A.a	Biens	-402 812	-435 046	-235 165	-212 266	-367 896
1.A.a.1	Marchandises générales	-453 883	-481 129	-280 550	-241 970	-389 575
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	45 707	46 443	64 549	76 384	105 275
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce					
1.A.a.3	Or non monétaire	46 400	46 067	45 330	29 704	21 729
1.A.b	Services	-358 894	-378 013	-385 132	-410 629	-374 937
1.A.b.3	Transport	-265 205	-295 177	-292 851	-272 893	-296 541
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-263 642	-270 252	-239 849	-257 055	-278 987
1.A.b.4	Voyage	6 771	5 497	6 922	5 447	2 430
1.A.b.0	Autres services	-99 928	-88 333	-99 203	-143 183	-80 826
1.B	Revenus primaires	-21 837	-24 100	-69 103	-91 267	-75 011
1.B.1	Revenus des salariés	15 572	12 059	13 264	10 316	8 890
1.B.2	Revenus des investissements	-37 409	-36 159	-82 366	-101 583	-84 443
1.B.3	Autres revenus primaires					542
1.C	Revenus secondaires	222 076	161 891	167 800	145 970	172 537
1.C.1	Administrations publiques	156 726	79 033	117 853	78 724	91 768
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	47 200	56 500	93 101	53 900	67 900
1.C.2	Autres secteurs	65 350	82 858	49 947	67 246	80 769
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	15 191	13 636	17 955	16 544	26 566
						0
2	Compte de capital	96 985	68 523	139 321	282 070	184 072
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	-40	-3 321	-1 269	15 581	15 992
2.2	Transfert en capital	97 025	71 844	140 590	266 489	168 080
2.2.1	Administrations publiques	82 995	57 157	126 500	251 664	154 300
	<i>Remises de dettes</i>		164	3 000	664	0
2.2.2	Autres secteurs	14 030	14 687	14 090	14 825	13 780
						0
3	Compte financier	-567 566	-583 627	-550 169	-392 692	-648 276
3.1	Investissements directs	-495 304	-498 528	-428 379	-305 516	-362 569
3.2	Investissements de portefeuille	-9 588	-8 704	-4 875	9 417	-61 779
3.3	Dérivés financiers		-94	0	0	0
3.4	Autres investissements	-62 674	-76 301	-116 915	-96 593	-223 928
3.4.0.3	Administration publique	-13 855	-12 125	-73 100	-107 681	-140 357
3.4.0.4	Autres secteurs	-48 819	-112 860	-43 815	11 088	-83 571
						0
6	Erreurs et omissions nettes	-6 496	-4 956	-5 205	-7 517	-5 678
						0
7	Solde global	96 588	-28 074	162 685	99 053	181 363
						0
8	Avoirs et engagements extérieurs	-96 588	28 074	-162 685	-99 053	-181 363
8.1	Banque centrale	-67 666	26 759	-154 027	-44 655	-116 244
8.2	Autres institutions de dépôts	-28 922	1 315	-8 658	-54 398	-65 119

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Biens et services	-761 706	-813 059	-620 297	-622 895	-742 833
Biens	-402 812	-435 046	-235 165	-212 266	-367 896
Services	-358 894	-378 013	-385 132	-410 629	-374 937
Revenus primaires	-21 837	-24 100	-69 103	-91 267	-75 011
Revenus secondaires	222 076	161 891	167 800	145 970	172 537
Solde du compte courant	-561 467	-675 268	-521 600	-568 192	-645 307
Solde du compte courant (hors dons)	-578 756	-831 994	-639 453	-646 916	-737 075
PIB Nominal	2 832 286	3 024 271	3 414 269	3 659 571	3 659 571
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-19,8%	-22,3%	-15,3%	-15,5%	-17,6%
Solde du compte courant (hors dons)	-20,4%	-27,5%	-18,7%	-17,7%	-20,1%
Dons	17 289	156 726	117 853	78 724	91 768

Annexe 1.5 : Compte de biens et services*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations de biens et services	628 718	632 144	774 877	856 490	855 274
Importations de biens et services	1 390 424	1 445 203	1 395 174	1 479 385	1 598 107
Balance commerciale de biens et services	-813 059	-620 297	-620 297	-622 895	-742 833
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	45,2%	43,7%	55,5%	57,9%	53,5%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	66,8%	60,8%	71,8%	63,8%	67,0%

Annexe 1.6 : Compte de biens*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations de biens	570 131	599 454	736 361	784 609	715 147
Importations de biens	1 005 177	834 619	971 526	996 875	1 083 043
Balance commerciale de biens	-435 046	-235 165	-235 165	-212 266	-367 896
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	56,7%	71,8%	75,8%	78,7%	66,0%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	52,1%	42,0%	56,5%	48,7%	49,1%

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	523 722	553 371	690 976	754 905	693 417
<i>Dont réexportations</i>	45 707	46 443	64 549	76 384	105 275
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce		16	55	55	0
Or non monétaire	46 409	46 067	45 330	29 704	21 729
Total exportations de biens	570 131	599 454	736 361	784 609	715 147

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits
(En millions de FCFA)

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Uranium	242 250	317 091	338 714	302 788	240 529
Bétail	58 137	64 651	65 338	67 200	75 604
Oignons	39 760	35 440	37 903	55 680	65 226
Pétrole raffiné			116 627	198 900	143 198
Niébé	52 796	43 740	33 348	35 300	33 295
Or non monétaire	46 409	46 067	45 330	29 704	21 730
Autres march. Génér.	130 779	92 465	99 101	95 037	135 565
dont réexportation	45 707	46 443	64 548	71 931	105 275
Total exportations de biens	570 131	599 454	736 361	784 609	715 147

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
EUROPE	181 324	255 074	336 117	300 692	224 237
UNION EUROPEENNE	142 302	221 211	276 094	273 380	205 538
France	133 206	203 518	275 426	238 794	193 398
Espagne	467	10 823	668	147	362
Allemagne	261	6 870	0	1 750	2 844
AUTRE EUROPE					18 699
Suisse	39 022	33 863	45 630	27 312	16 254
AFRIQUE	128 383	83 951	191 793	281 621	253 316
UEMOA	36 646	42 359	90 829	124 349	144 658
Bénin	7 257	13 671	22 316	14 740	9 189
Burkina	9 993	2 904	7 147	55 695	99 048
Côte d'Ivoire	5 883	6 173	3 316	4 610	4 440
Guinée-Bissau	276	268	0	0	0
Mali	5 002	5 800	45 501	40 388	28 451
Sénégal	3 765	4 568	4 942	801	132
Togo	4 470	8 975	7 608	8 115	3 398
CEDEAO (hors UEMOA)	91 475	41 267	98 877	142 730	105 348
Nigeria	77 384	24 529	74 087	112 701	95 620
Ghana	14 091	16 738	24 790	30 029	8 689
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	262	325	2 087	14 543	3 309
AMERIQUE	40 398	51 822	82 852	65 856	45 706
USA	39 980	51 661	73 806	60 448	39 388
Canada	55	43	519	127	221
Autres	363	118	8 527	5 281	6 096
ASIE	38 415	59 836	43 370	64 825	91 959
Chine				29 842	28 402
Japon	34 094	46 041	32 208	291	909
Autres pays	4 321	2 664	1 192	1 098	107
TOTAL	392 841	453 347	655 324	714 093	615 325

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la neuvième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	962 601	1 034 500	971 526	996 875	1 083 043
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations de biens	962 601	1 034 500	971 526	996 875	1 083 043
Importations de biens / PIB	34,3%	30,3%	28,5%	27,2%	29,6%

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Produits alimentaires	211 036	229 900	284 600	234 337	239 198
Autres biens de consommation courante	209 806	223 020	235 200	257 300	220 737
Produits pétroliers et énergétiques	154 344	163 400	31 627	45 281	52 845
Matières premières et biens intermédiaires	291 037	315 308	309 002	325 581	338 896
Biens d'équipement	295 707	316 800	269 280	318 447	413 990
Produits divers	64 312	69 872	92 337	94 563	99 227
Total importations de biens CAF	1 226 242	1 318 300	1 222 045	1 275 509	1 364 894
Total importations de biens FOB	962 601	1 034 500	971 526	996 875	1 083 043

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2010	2011	2012	2013	2014
EUROPE	310 713	223 624	209 326	181 384	286 987
UNION EUROPEENNE	306 055	201 450	196 491	167 280	231 109
France	124 257	104 664	101 364	86 281	159 429
Royaume-Uni	58 322	17 425	3 603	5 441	2 275
Allemagne	23 054	27 201	34 572	15 446	37 771
Pays-Bas	36 147	21 812	13 042	13 492	15 872
Espagne	5 909	6 784	9 601	6 709	4 847
Italie	6 407	8 587	9 137	11 479	10 915
AUTRES PAYS DE L'UE	51 959	14 978	25 172	28 433	39 940
AUTRES PAYS D'EUROPE	4 658	22 174	12 836	14 104	15 938
AFRIQUE	228 707	199 642	252 586	269 569	281 939
UEMOA	100 978	133 699	162 028	177 524	181 058
Bénin	14 561	38 463	38 997	45 304	59 237
Burkina	13 777	11 882	9 059	13 605	17 326
Côte d'Ivoire	29 934	23 396	35 864	34 745	36 584
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0
Mali	6 533	6 918	8 948	9 668	2 109
Sénégal	5 040	6 045	8 363	8 308	6 479
Togo	31 133	46 996	60 798	65 894	59 323
CEDEAO (hors UEMOA)	102 621	49 003	64 840	64 665	76 368
Nigeria	73 900	42 075	51 887	43 300	45 429
Ghana	28 722	6 928	12 953	21 365	30 826
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	25 108	16 940	25 719	27 380	24 513
AMERIQUE	88 077	56 194	90 651	77 869	94 435
USA	64 882	30 730	57 335	51 637	57 258
Brésil	2 419	6 723	23 246	17 262	12 298
Argentine	20 776	8 075	6 603	5 005	9 281
ASIE	487 144	317 337	363 716	394 483	481 747
Japon	36 096	28 525	51 209	38 562	47 695
Pakistan	6 411	10 246	26 754	29 904	15 346
Rep,Pop,Chine	405 163	236 554	182 742	205 916	243 550
Inde	5 353	9 074	40 221	51 171	39 620
Arabie Saoudite	0	789	2 645	1 553	917
Thaïlande	7 672	9 160	23 655	29 930	50 748
Autres	26 449	22 989	36 490	37 448	83 871
Autres pays	11 796	113 123	9 288	6 454	6 203
TOTAL	1 126 436	909 920	925 568	929 759	1 151 311

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la sixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services*(En millions de FCFA)*

Poste	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
Transport	-265 205	-295 177	-292 851	-272 893	-296 541
<i>Dont fret</i>	-263 642	-270 252	-239 849	-257 055	-278 987
Voyage	6 771	5 497	6 922	5 447	2 430
Autres services	-99 928	-88 333	-99 203	-143 183	-80 826
Total services nets	-358 362	-378 013	-385 132	-410 629	-374 937

Annexe 1.14 : Evolution du compte des revenus primaires*(En millions de FCFA)*

Poste	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
Rémunérations des salariés	15 572	12 059	13 264	10 316	8 890
Revenus des investissements	-37 409	-36 159	-82 366	-101 583	-84 443
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-3 554	-7 410	-7 413	-16 100	-16 100
Autres revenus primaires					
Revenu primaire net	-21 837	-24 100	-69 102	-91 267	-75 553

Annexe 1.15 : Evolution du compte des revenus secondaires*(En millions de FCFA)*

Poste	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
Administration publique	156 726	79 033	117 853	78 724	91 768
<i>Dont aide budgétaire</i>	47 200	56 500	93 100	53 900	67 900
Autres secteurs	65 350	82 858	49 947	67 246	80 769
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	15 191	13 636	17 955	16 544	26 566
Revenu secondaire net	222 076	161 891	167 800	145 970	172 537

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2011	2012	2013	2014
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-40	-3 321	-1 269	15 581	15 992
Transferts de capital	97 025	71 844	140 590	266 489	168 080
Administration publique	82 995	57 157	126 500	251 664	154 300
<i>Dont remises de dettes</i>		4 200	3 000	664	0
Autres secteurs	14 030	14 687	14 090	14 825	13 780
Solde du compte de capital	96 985	68 523	139 321	282 070	184 072

Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières (Optique BCEAO)*(En millions de FCFA)*

Poste	2010	2 011	2 012	2 013	2 014
Investissements directs	-495 304	-498 528	-428 379	-305 516	-362 569
Investissements de portefeuille	-9 588	-8 704	-4 875	9 417	-61 779
Dérivés financiers		0	0	0	0
Autres investissements	-62 674	-76 301	-116 915	-96 593	-223 928
Solde du compte financier	-567 566	-583 627	-550 169	-392 692	-648 276

Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette
(En millions de FCFA)

	Poste	2 013	Autres flux	2 014
A	Stock d'actifs financiers	936 409	31 134	1 271 648
1	Investissements directs	37 982	306	81 935
2	Investissements de portefeuille	97 597	25 135	166 828
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	247 297	2 380	326 016
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	93 374	533	123 341
4.3	Prêts	74 362	1 526	91 507
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	277	68	352
4.5	Crédits commerciaux et avances	78 949	253	75 362
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	335	0	281
5	Avoirs de réserves	553 533	3 313	696 869
5.1	Or monétaire	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	39 767	2 704	42 463
5.3	Position de réserve au FMI	4 943	608	9 553
5.4	Autres avoirs de réserve	508 823	0	644 853
B	Stocks de passifs financiers	3 217 417	110 313	4 084 195
1	Investissements directs	2 032 576	101 266	2 525 505
2	Investissements de portefeuille	68 871	1 300	173 614
3	Dérivés financiers			
4	Autres investissements	1 115 969	7 747	1 385 076
4.2	Autres titres de participation		0	0
4.3	Monnaie fiduciaire et dépôts	50 802	0	60 634
4.4	Prêts	932 254	3 910	1 147 696
4.5	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	303	304	305
4.6	Crédits commerciaux et avances	78 946	161	113 549
4.7	Autres comptes à payer/à recevoir	7 537	0	13 090
4.8	Droits de tirage spéciaux	46 128	3 138	49 265
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-2 281 008	-79 179	-2 812 547

Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2014

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			TOTAL
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	696 869	333 710	618	240 451	17 907	222 544	1 271 648
1	Investissements directs	0	0	0	81 935	0	81 935	81 935
2	Investissements de portefeuille	0	99 969	0	66 859	10 934	55 925	166 828
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	0	233 741	618	91 657	6 973	84 684	326 016
5	Avoirs de réserves	696 869	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	696 869
5.1	Or monétaire	0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	42 463	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	42 463
5.3	Position de réserve au FMI	9 553	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	9 553
5.4	Autres avoirs de réserve	644 853	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	644 853
								0
	Stocks de passifs financiers	118 329	216 014	875 249	2 874 602	842	2 873 760	4 084 194
1	Investissements directs	0	0	0	2 525 505	0	2 525 505	2 525 505
2	Investissements de portefeuille	0	60 407	0	113 207	0	113 207	173 614
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	118 329	155 607	875 249	235 890	842	235 048	1 385 075
	Position extérieure globale nette	578 539	117 696	-874 631	-2 634 151	17 065	-2 651 216	-2 812 547

Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2014

(En millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	645 239	29 507	596 902	1 271 648
1	Investissements directs	35 953	16 870	29 112	81 935
2	Investissements de portefeuille	152 349	500	13 979	166 828
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	282 131	12 137	31 748	326 016
5	Avoirs de réserves	174 806	0	522 063	696 869
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	42 463	42 463
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	9 553	9 553
5.4	Autres avoirs de réserve	174 806	0	470 047	644 853
	Stocks de passifs financiers	650 225	562 240	2 871 730	4 084 195
1	Investissements directs	40 235	484 355	2 000 915	2 525 505
2	Investissements de portefeuille	159 072	2 006	12 536	173 614
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	450 918	75 879	858 279	1 385 076
	Position extérieure globale nette	-4 986	-532 733	-2 274 828	-2 812 547

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2014 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	. Compte des transactions courantes	1 139 468	1 784 775	-645 307
1.A	. - - Biens et services	855 274	1 598 107	-742 832
1.A.a	. - - - Biens	715 147	1 083 043	-367 896
1.A.a.1	. - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	693 417	1 082 992	-389 575
1.A.a.1.1	. - - - - - Dont : Réexportations	105 275	0	105 300
1.A.a.2	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	50	-50
1.A.a.2.1	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	50	-50
1.A.a.2.2	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	. - - - - - Or non monétaire	21 730	1	21 729
1.A.b	. - - - Services	140 127	515 064	-374 937
1.A.b.1	. - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0	0	0
1.A.b.1.1	. - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	. - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.2	. - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	5 950	-5 950
1.A.b.3	. - - - - Transport	9 457	305 998	-296 541
1.A.b.3.0	. - - - - - Pour tous les modes de transports	9 457	305 912	-296 455
1.A.b.3.0.1	. - - - - - - Voyageurs	4 834	21 848	-17 014
1.A.3.0.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	308	0	308
1.A.b.3.0.2	. - - - - - - Fret	2 864	281 851	-278 987
1.A.b.3.0.3	. - - - - - - Autres	1 759	2 213	-454
1.A.b.3.1	. - - - - - Transports maritimes	0	281 736	-281 736
1.A.b.3.1.1	. - - - - - - Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	. - - - - - - Fret	0	281 736	-281 736
1.A.b.3.1.3	. - - - - - - Autres	0	0	0
1.A.b.3.2	. - - - - - Transports aériens	4 802	13 613	-8 811
1.A.b.3.2.1	. - - - - - - Voyageurs	3 043	13 463	-10 420
1.A.b.3.2.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	. - - - - - - Fret	0	115	-115
1.A.b.3.2.3	. - - - - - - Autres	1 759	35	1 724
1.A.b.3.3	. - - - - - Autres modes de transport	4 655	10 563	-5 908
1.A.b.3.3.1	. - - - - - - Voyageurs	1 791	8 385	-6 594
1.A.b.3.3.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	308	0	308
1.A.b.3.3.2	. - - - - - - Fret	2 864	0	2 864
1.A.b.3.3.3	. - - - - - - Autres	0	2 178	-2 178
1.A.b.3.4	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0	86	-86
1.A.b.4	. - - - - Voyages	44 275	41 845	2 430
1.A.b.4.1	. - - - - - À titre professionnel	31 571	24 020	7 551
1.A.b.4.1.1	. - - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	. - - - - - - Autres	31 571	24 020	7 551
1.A.b.4.2	. - - - - - À titre personnel	12 704	17 825	-5 121
1.A.b.4.2.1	. - - - - - - Santé	1 296	117	1 179
1.A.b.4.2.2	. - - - - - - Éducation	258	1 248	-990
1.A.b.4.2.3	. - - - - - - Autres	11 150	16 460	-5 310

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2014 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.0	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	5 450	61 301	-55 851
1.A.b.4.0.1	----- Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	----- Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	----- Services d'hébergement	5 450	0	5 450
1.A.b.4.0.4	----- Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	----- Autres services	0	61 301	-61 301
1.A.b.4.0.5.1	----- Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	----- Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	----- Travaux de construction	0	61 301	-61 301
1.A.b.5.1	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	61 301	-61 301
1.A.b.6	----- Services d'assurance et de retraite	86	5 879	-5 793
1.A.b.6.1	----- Assurance directe	11	4 010	-3 999
1.A.b.6.2	----- Réassurance	74	629	-555
1.A.b.6.3	----- Services auxiliaires d'assurance	1	676	-675
1.A.b.6.4	----- Services de retraite et de garantie standardisée	0	564	-564
1.A.b.7	----- Services financiers	1 458	1 286	172
1.A.b.7.1	----- Services financiers explicitement facturés et autres	1 458	1 286	172
1.A.b.7.2	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	73 390	60 938	12 452
1.A.b.9.1	----- Services de télécommunications	64 337	40 890	23 447
1.A.b.9.2	----- Services d'informatique	83	14 417	-14 334
1.A.b.9.3	----- Services d'information	8 970	5 631	3 339
1.A.b.10	----- Autres services aux entreprises	5 230	29 486	-24 256
1.A.b.10.1	----- Services de recherche-développement	0	1 607	-1 607
1.A.b.10.2	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	3 156	23 572	-20 416
1.A.b.10.3	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	2 074	4 307	-2 233
1.A.b.11	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	55	457	-402
1.A.b.11.1	----- Services audio-visuels et connexes	55	457	-402
1.A.b.11.2	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	6 176	1 924	4 252
1.A.b.0.1	----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	--- Revenu primaire	58 136	133 147	-75 011
1.B.1	---- Rémunération des salariés	41 774	32 889	8 885
1.B.2	---- Revenus des investissements	15 800	100 243	-84 443
1.B.2.1	----- Investissements directs	1 416	54 106	-52 690
1.B.2.1.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	1 214	45 652	-44 438
1.B.2.1.1.1	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	1 084	39 686	-38 602
1.B.2.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	785	36 808	-36 023
1.B.2.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	1	2 878	-2 877
1.B.2.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	298	0	298
1.B.2.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2014 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	.----- Bénéfices réinvestis	130	5 966	-5 836
1.B.2.1.1.2.1	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	.----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	.----- Intérêts	202	8 454	-8 252
1.B.2.1.2.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	30	6 354	-6 324
1.B.2.1.2.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	2 045	-2 045
1.B.2.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	172	55	117
1.B.2.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	.----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non- résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	.----- Investissements de portefeuille	6 296	25 469	-19 173
1.B.2.2.1	.----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	12	312	-300
1.B.2.2.1.1	.----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	12	312	-300
1.B.2.2.1.2	.----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.2.1.2.1	.----- Dividendes	0	0	0
1.B.2.2.1.2.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	.----- Intérêts	6 284	25 157	-18 873
1.B.2.2.2.1	.----- À court terme	3 819	12 142	-8 323
1.B.2.2.2.2	.----- À long terme	2 465	13 015	-10 550
1.B.2.3	.----- Autres investissements	8 088	20 668	-12 580
1.B.2.3.1	.----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	.----- Intérêts	8 088	20 668	-12 580
1.B.2.3.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d' assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	.----- Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	.----- Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	.---- Autre revenu primaire	562	15	547
1.B.3.1	.----- Taxes sur la production et importations	0	15	-15
1.B.3.2	.----- Subventions à la production	562	0	562
1.B.3.3	.----- Loyers	0	0	0
1.C	-- Revenu secondaire	226 058	53 521	172 537
1.C.1	.---- Administrations publiques	100 279	8 511	91 768
1.C.1.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	.----- Cotisations sociales	0	28	-28
1.C.1.2.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2014 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.1.3	.----- Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	.----- Coopération internationale courante	100 279	8 483	91 796
1.C.1.5	.----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	.----- Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	125 779	45 010	80 769
1.C.2.1	.----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	66 399	39 833	26 566
1.C.2.1.1	.----- Envois de fonds des travailleurs	66 399	39 833	26 566
1.C.2.2	.----- Autres transferts courants	59 380	5 177	54 203
1.C.2.0.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	95	0	95
1.C.2.0.2	.----- Cotisations sociales	206	2 808	-2 602
1.C.2.0.3	.----- Prestations sociales	1 189	48	1 141
1.C.2.0.4	.----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	82	2 033	-1 951
1.C.2.0.5	.----- Indemnités d'assurance dommage	827	74	753
1.C.2.0.6	.----- Coopération internationale courante	783	97	686
1.C.2.0.7	.----- Transferts courants divers	56 198	117	56 081
1.C.2.0.7.1	.----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	.---- Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	. Compte de capital	185 661	1 589	184 072
2.1	.-- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	16 060	68	15 992
2.2	.-- Transferts de capital	169 601	1 521	168 080
2.2.1	.--- Administration publique	154 300	0	154 300
2.2.1.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	.----- Autres transferts de capital	154 300	0	154 300
2.2.1.2.1	.----- dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	.--- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	15 301	1 521	13 780
2.2.2.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	.----- Autres transferts de capital	15 301	1 521	13 780
2.2.2.2.1	.----- dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	.----- dont : entre ménages	0	0	0
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 325 129	1 786 364	-461 235
	. Compte financier	269 062	735 976	-466 913
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	269 062	735 976	-466 913
3.1	.-- Investissement direct	43 777	406 346	-362 569
3.1.1	.--- Titres de participation et parts de fonds de placement	11 973	202 486	-190 513
3.1.1.1	.----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	11 843	196 520	-184 677
3.1.1.1.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	11 842	191 318	-179 476
3.1.1.1.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	5 332	-5 332
3.1.1.1.3	.----- Entre entreprises soeurs	1	-130	131
3.1.1.1.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	.----- Réinvestissement des bénéfices	130	5 966	-5 836
3.1.1.0.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	.--- Instruments de dette	31 804	203 860	-172 056

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2014 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2.1	. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	33 837	203 492	-169 655
3.1.2.2	. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	143	-143
3.1.2.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	-2 033	225	-2 258
3.1.2.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	. - - - - - Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	. - - Investissements de portefeuille	44 096	103 443	-59 347
3.2.1	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	1 219	7 096	-5 877
3.2.1.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-200	0	-200
3.2.1.4	. - - - - Autres secteurs	1 419	7 096	-5 677
3.2.1.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 419	7 096	-5 677
3.2.1.0.1	. - - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	. - - - - - Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	. - - - - - Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	. - - - - - Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	. - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	. - - - Titres de créance	42 877	96 347	-53 470
3.2.2.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 977	-655	2 632
3.2.2.2.1	. - - - - - À court terme	-3 450	2 000	-5 450
3.2.2.2.2	. - - - - - À long terme	5 427	-2 655	8 082
3.2.2.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.2.3.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.3.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.4	. - - - - Autres secteurs	40 900	97 002	-56 102
3.2.2.4.0.1	. - - - - - À court terme	40 926	97 002	-56 076
3.2.2.4.0.2	. - - - - - À long terme	-26	0	-26
3.2.2.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.2.4.1.1	. - - - - - À court terme	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2014 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	40 900	97 002	-56 102
3.2.2.4.2.1	.----- À court terme	40 926	97 002	-56 076
3.2.2.4.2.2	.----- À long terme	-26	0	-26
3.2.3	.-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.2.3.1	.--- Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	.--- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	.--- Administrations publiques	0	0	0
3.3.4.	.--- Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	.----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	.----- Options	0	0	0
3.3.0.1.2	.----- Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	.----- Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	.-- Autres investissements	41 166	226 187	-185 021
3.4.1	.--- Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	.--- Monnaie fiduciaire et dépôts	29 434	3 142	26 292
3.4.2.1	.----- Banque centrale	0	-935	935
3.4.2.1.1	.----- À court terme	0	-935	935
3.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	29 183	4 077	25 106
3.4.2.2.0.1	.----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	.----- À court terme	29 183	4 077	25 106
3.4.2.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	.----- Administrations publiques	28	0	28
3.4.2.3.1	.----- À court terme	28	0	28
3.4.2.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4	.----- Autres secteurs	223	0	223
3.4.2.4.0.1	.----- À court terme	223	0	223
3.4.2.4.0.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.2.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.2.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	223	0	223
3.4.2.4.2.1	.----- À court terme	223	0	223
3.4.2.4.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.3	.--- Prêts	15 619	183 056	-167 437
3.4.3.1	.----- Banque centrale	0	19 738	-19 738
3.4.3.1.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	19 738	-19 738
3.4.3.1.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2014 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	18 696	-19 008	37 704
3.4.3.2.1	.----- À court terme	21 759	126	21 633
3.4.3.2.2	.----- À long terme	-3 063	-19 134	16 071
3.4.3.3	.----- Administrations publiques	0	140 385	-140 385
3.4.3.3.1	.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	.----- Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	.----- Autres à long terme	0	140 385	-140 385
3.4.3.4	.----- Autres secteurs	-3 077	41 941	-45 018
3.4.3.4.0.1	.----- À court terme	-3 077	4 792	-7 869
3.4.3.4.0.2	.----- À long terme	0	37 149	-37 149
3.4.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	-3 064	0	-3 064
3.4.3.4.1.1	.----- À court terme	-3 064	0	-3 064
3.4.3.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-13	41 941	-41 954
3.4.3.4.2.1	.----- À court terme	-13	4 792	-4 805
3.4.3.4.2.2	.----- À long terme	0	37 149	-37 149
3.4.3.4.2.3	.---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	7	1	6
3.4.4.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	.----- Autres secteurs	7	1	6
3.4.4.4.1	.----- Autres sociétés financières	7	1	6
3.4.4.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	.----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	.----- Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	.----- Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	.----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	.----- Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	.----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	.---- Crédits commerciaux et avances	-3 840	34 442	-38 282
3.4.5.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	.----- Autres secteurs	-3 840	34 442	-38 282
3.4.5.4.0.1	.----- À court terme	-3 888	-2 265	-1 623
3.4.5.4.0.2	.----- À long terme	48	36 707	-36 659

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2014 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.5.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-3 840	34 442	-38 282
3.4.5.4.2.1	.----- À court terme	-3 888	-2 265	-1 623
3.4.5.4.2.2	.----- À long terme	48	36 707	-36 659
3.4.6	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	-54	5 545	-5 599
3.4.6.1	.----- Banque centrale	0	4 976	-4 976
3.4.6.1.1	.----- À court terme	0	4 976	-4 976
3.4.6.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-2	121	-123
3.4.6.2.1	.----- À court terme	-2	121	-123
3.4.6.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4	.----- Autres secteurs	-52	448	-500
3.4.6.4.0.1	.----- À court terme	-52	260	-312
3.4.6.4.0.2	.----- À long terme	0	188	-188
3.4.6.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-52	448	-500
3.4.6.4.2.1	.----- À court terme	-52	260	-312
3.4.6.4.2.2	.----- À long terme	0	188	-188
3.4.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.4.6.4	.-- Avoirs de réserve	140 023	0	140 023
3.4.6.4	.---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	.----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	.----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	-8	0	-8
3.5.6.6	.---- Position de réserve au FMI	4 002	0	4 002
3.5.4.1	.---- Autres avoirs de réserve	136 030	0	136 030
3.5.4.1	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	136 030	0	136 030
3.5.4.1.1	.----- Créances sur les autorités monétaires	-20 232	0	-20 232
3.5.4.1.2	.----- Créances sur d'autres entités	156 261	0	156 261
3.5.4.2	.----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	.----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	.----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	.----- Autres créances	0	0	0
	. Erreurs et omissions nettes	-1 056 067	-1 050 388	-5 679

Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2014 à partir des statistiques officielles

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		3 365,7	9 083,3	103,5	65 919,0	31 117,0	193,1	10 281,7	120 063,3
	Burkina	14 842,6		15 596,7		34 951,3	17 143,9	480,0	4 298,9	87 313,4
	Côte d'Ivoire	33 015,2	359 038,3		376,1	191 670,0	36 103,9	72 977,7	113 222,9	806 404,1
	Guinée-Bissau	219,1	4,0					3,2	0,0	226,3
	Mali	451,8	69 880,7	38 787,4	2,8		1 054,5	17 288,2	1 334,4	128 799,8
	Niger	2 042,6	98 895,0	3 749,3	0,0	14 225,7		65,9	1 699,2	120 677,7
	Sénégal	17 874,2	33 594,1	51 360,8	49 251,7	245 520,2	6 212,1		14 902,0	418 715,1
	Togo	117 567,6	102 778,4	29 865,4	3,9	15 960,0	59 322,8	16 900,4		342 398,5
	UEMOA	186 013,1	667 556,2	148 442,9	49 738,0	568 246,2	150 954,2	107 908,6	145 739,1	2 024 598,2

Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2014

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	725,2	2 281,0	0,0	0,0	28 120,4	150,0	71 074,7	102 351,4
	Burkina	81,8	0,0	634,3	0,0	67,7	181,8	14,9	709,3	1 689,8
	Côte d'Ivoire	674,8	811,3	0,0	66,9	2 513,3	480,1	636,8	0,0	5 183,1
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	8 896,2	0,0	3 737,0	0,0	12 633,3
	Mali	7 572,0	505,1	2 121,6	221,7	0,0	1 054,5	28 809,2	6 458,0	46 742,1
	Niger	7 146,0	153,3	690,5	0,0	14 225,7	0,0	65,9	1 699,2	23 980,6
	Sénégal	1 136,2	23,9	694,9	3 609,3	0,0	267,1	0,0	0,0	5 731,3
	Togo	391,0	1 962,2	3 474,8	22,5	669,0	0,0	1 167,9	0,0	7 687,5
	UEMOA	17 001,7	4 181,1	9 897,2	3 920,4	26 371,9	30 103,8	34 581,8	79 941,3	205 999,1

Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2014

60

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	4 090,9	11 364,3	103,5	65 919,0	59 237,3	343,1	81 356,4	222 414,6
	Burkina	14 924,4		16 231,0	0,0	35 019,0	17 325,7	494,9	5 008,2	89 003,2
	Côte d'Ivoire	33 689,9	359 849,6		443,0	194 183,3	36 584,0	73 614,5	113 222,9	811 587,2
	Guinée-Bissau	219,1	4,0	0,0		8 896,2	0,0	3 740,2	0,0	12 859,6
	Mali	8 023,8	70 385,8	40 909,0	224,5		2 109,0	46 097,4	7 792,4	175 541,9
	Niger	9 188,6	99 048,3	4 439,8	0,0	28 451,4		131,8	3 398,4	144 658,3
	Sénégal	19 010,4	33 618,0	52 055,8	52 861,0	245 520,2	6 479,2		14 902,0	424 446,5
	Togo	117 958,6	104 740,6	33 340,2	26,4	16 629,0	59 322,8	18 068,3		350 086,0
	UEMOA	203 014,8	671 737,3	158 340,1	53 658,4	594 618,1	181 058,0	142 490,3	225 680,3	2 230 597,4

Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2013

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 314,7	11 008,7	85,4	65 692,2	45 303,7	18 829,6	70 053,6	215 288,0
	Burkina	2 993,2		21 582,4	24,4	47 896,5	13 605,1	4 207,2	6 733,0	97 041,8
	Côte d'Ivoire	38 329,2	329 435,1		221,3	184 945,6	34 744,9	72 958,4	79 786,8	740 421,2
	Guinée-Bissau	752,0	0,0	2 146,2		6 275,7	0,0	3 653,3	14 473,2	27 300,4
	Mali	19 250,3	42 299,2	74 434,6	372,2		9 667,8	38 910,0	12 890,5	197 824,6
	Niger	14 739,5	55 695,4	4 609,6	0,0	40 388,3		801,1	8 115,1	124 349,0
	Sénégal	10 689,8	33 377,7	51 620,2	46 879,2	352 456,4	8 308,2		20 244,5	523 575,9
	Togo	158 299,7	94 651,4	23 805,4	56,6	12 070,1	65 894,2	5 098,8		359 876,2
	UEMOA	245 053,6	559 773,5	189 207,2	47 639,1	709 724,8	177 523,9	144 458,4	212 296,8	2 285 677,1

Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2014

(en millions de FCFA)

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		5 916,6	1 572,5	97,2	1 222,9	1 489,6	3 027,1	7 696,5	21 022,3
	Burkina	12 373,4		4 191,5	62,2	2 596,3	4 231,8	3 302,3	11 689,1	38 446,5
	Côte d'Ivoire	13 715,6	13 921,2		54,1	5 832,2	1 215,5	4 861,8	8 229,2	47 829,5
	Guinée-Bissau	115,0	269,9	155,9		761,9	0,0	2 258,6	0,0	3 561,4
	Mali	4 106,6	11 870,6	5 857,3	575,1		3 970,5	5 538,2	2 461,3	34 379,6
	Niger	3 768,8	2 500,9	2 947,3	19,9	874,8		4 127,8	3 999,8	18 239,3
	Sénégal	2 023,2	4 741,6	1 686,0	1 231,2	6 678,8	1 686,0		674,4	18 721,3
	Togo	13 476,1	2 767,7	1 422,2	65,5	1 063,0	590,7	4 403,0		23 788,3
	UEMOA	49 578,8	41 988,5	17 832,7	2 105,1	19 029,8	13 184,1	27 518,8	34 750,4	205 988,3

Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2013

(en millions de FCFA)

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		5 013,5	2 059,6	120,5	960,3	1 664,0	3 120,4	7 643,0	20 581,2
	Burkina	9 978,3		1 871,0	0,6	2 206,3	3 209,7	3 404,0	9 072,6	29 742,6
	Côte d'Ivoire	14 311,2	17 290,0		190,0	5 261,8	463,9	4 970,0	8 229,2	50 716,1
	Guinée-Bissau	14,0	117,5	108,7		595,2	0,0	2 334,5	0,0	3 170,0
	Mali	3 669,8	15 855,6	5 388,1	306,5		3 809,1	5 744,3	2 454,8	37 228,2
	Niger	2 729,8	3 882,6	2 074,0	267,0	904,7		4 255,0	1 857,8	15 971,0
	Sénégal	2 085,6	3 899,9	1 738,0	1 158,7	6 698,3	1 738,0		695,2	18 013,6
	Togo	15 316,6	4 840,5	1 625,1	81,6	1 000,0	732,4	4 538,7		28 134,8
	UEMOA	48 105,4	50 899,4	14 864,5	2 124,8	17 626,6	11 617,2	28 367,0	29 952,6	203 557,5

Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2014

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 894,1	6 545,3	34,6	4 338,6	1 979,1	4 403,2	4 835,5	24 030,4
	Burkina	2 582,2		9 889,8	90,8	22 484,9	1 828,3	10 142,1	4 669,4	51 687,5
	Côte d'Ivoire	5 766,5	12 987,9		245,2	65 761,6	3 557,9	20 650,1	6 062,4	115 031,4
	Guinée-Bissau	168,4	14,0	146,6		1 227,4	528,8	7 585,2	274,7	9 945,0
	Mali	2 218,0	1 767,5	7 445,8	198,9		2 640,8	9 166,4	5 673,3	29 110,7
	Niger	2 909,7	1 092,4	4 257,1	1 114,1	9 856,9		3 945,7	4 715,3	27 891,3
	Sénégal	2 334,3	2 670,9	6 864,1	3 935,5	20 403,9	5 959,6		2 414,6	44 582,9
	Togo	3 049,3	1 084,4	7 536,9	29,8	2 325,8	1 175,7	4 128,6		21 312,0
	UEMOA	19 028,3	21 511,0	42 685,7	5 648,9	126 399,1	17 670,2	60 021,2	28 645,3	321 609,7

Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2013

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 700,9	3 854,3	34,6	4 067,0	1 966,7	4 291,4	3 639,3	19 554,4
	Burkina	2 412,8		9 735,9	90,8	20 531,9	1 380,0	8 807,0	3 582,3	46 540,8
	Côte d'Ivoire	5 196,5	12 448,4		265,0	62 170,6	5 493,8	18 514,8	7 222,7	111 311,7
	Guinée-Bissau	199,7	12,2	41,1		1 160,4	388,4	4 299,0	219,9	6 320,7
	Mali	1 490,9	3 842,8	7 778,1	189,5		2 018,7	10 083,4	5 320,9	30 724,3
	Niger	1 735,3	1 076,6	1 924,6	62,2	9 318,7		4 214,7	3 524,7	21 856,9
	Sénégal	1 397,7	3 846,5	5 775,3	2 728,1	19 289,7	6 566,3		2 307,3	41 910,8
	Togo	1 533,1	2 219,3	3 836,7	29,8	2 198,8	903,9	4 245,8		14 967,4
	UEMOA	13 966,1	25 146,8	32 946,1	3 400,0	118 736,9	18 717,8	54 456,1	25 817,1	293 186,9

Annexe 3.1. Présentation des principales innovations introduites par la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements

Le nouveau manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les développements économiques associés à la mondialisation, l'innovation technologique et financière enregistrée au cours de ces dernières années, ainsi que le renforcement de l'intégration entre les statistiques de la position extérieure globale et les comptes macroéconomiques. Toutefois, le cadre de référence est resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition. Les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus.

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure et se présente comme suit.

Tableau synthétique
Compte des transactions courantes Biens Services Compte du revenu primaire (<i>anciennement compte « revenu »</i>). Compte du revenu secondaire (<i>anciennement « transferts courants »</i>)
Compte de capital Acquisition et cession d'actifs non produits Transferts en capital
Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>) Investissements directs Investissements de portefeuille Produits financiers dérivés (<i>poste nouvellement introduit</i>) Autres investissements Avoirs de réserve.

Les changements les plus significatifs, opérés dans le contenu des principales composantes de la balance des paiements, sont indiqués ci-après.

Compte des biens et services

- un poste supplémentaire a été créé pour l'enregistrement des réexportations ;
- le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens ;
- les biens achetés dans les ports sont inclus dans les marchandises générales ;
- les réparations et maintenance sur les navires, avions et autre matériel de transport sont retracées dans les services au lieu des biens ;
- les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services ;
- les services postaux et de messageries sont désormais inclus dans les services de transport.

Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par « compte de revenu primaire » dans le MBP6. Ce dernier présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production.

Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par le « compte de revenu secondaire » dans le nouveau manuel. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels »

remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- les résultats de la recherche et développement sont déclassés du compte de capital aux services de recherche et développement ;
- les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG ;
- les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale.

Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de crédit et débit. Par ailleurs, les allocations de DTS sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements, alors qu'elles ne figuraient que dans la position extérieure globale dans la 5^{ème} édition.

III. LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La principale modification opérée dans la PEG concerne le ***Compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou compte « Autres flux »***.

Ce compte retrace les changements de volumes dans la PEG pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications qui impactent la position extérieure globale.

Annexe 3.2. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agro-pastoraux (bétail, oignons, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,...) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers. Le coefficient de redressement, calculé sur la base des différents éléments sus-évoqués, ressort en moyenne à 20% pour les exportations et 5% pour les importations.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int